

THOMSON - CHAUNY : 6 SEMAINES DE GREVE voir p.9

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

LUNDI
15

MARS
1976

N° 135

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

DE LEURS CANTONALES

RIEN A ATTENDRE

DE NOS LUTTES TOUT A GAGNER

Il y a leur actualité : celle que fabriquent partis et journaux bourgeois. Depuis une semaine et plus, on n'entend plus parler que d'une chose : les cantonales. Chaque prise de position, de l'homme politique le plus insignifiant soit-il, mérite selon eux publicité, et engendre à son tour d'autres commentaires. C'est ainsi que la bourgeoisie a cherché de force à entretenir l'attention des masses, sur une consultation électorale, dans laquelle elles ne fondent traditionnellement, à juste titre, guère d'espoir d'amélioration de leur sort.

Et puis il y a notre actualité, celle que les diverses forces bourgeoises passent sous silence, dans le concert des cantonales. Celle qui décrit la révolte contre l'oppression omniprésente, et qui trace la seule solution pour en sortir : la lutte.

Cette actualité là, que le *Quotidien du Peuple* restitue, c'est la bataille des ouvriers de la SNAV à Lyon pour obtenir 250 F pour tous et «le respect de l'ouvrier». C'est la grève des 900 travailleurs de la CEM à Nancy pour le 13ème mois, la 5ème semaine et la révision des classifications dans le sens : «à travail égal, salaire égal». Ce sont les 950 ouvriers de Thomson à Chauny, que la répression n'a pas fait plier : 6 semaines de grève ! et puis Fougères bien sûr, ou toute une ville se bat pour l'emploi. Et tous ceux qu'on n'a pas la

place de citer. Sans oublier les paysans, pour qui les négociations de Bruxelles n'ont rien réglé, et dont la mobilisation reste intacte, malgré la répression féroce.

On ne récolte que ce qu'on a semé. En opposant l'intransigeance à toute revendication, en n'ayant rien d'autre à proposer que la répression impitoyable ou la collaboration de classe, la bourgeoisie récolte la lutte. La campagne des cantonales n'y changera rien, l'initiative est cette fois dans le camp du peuple. En témoignent bien les caractères nouveaux des luttes en cours : la persistance des grèves montre bien la prise de plus en plus faible des arguments bourgeois, l'élargissement des luttes à la question des salaires, mais aussi les formes de lutte que se donnent les travailleurs révèlent un esprit de plus en plus offensif. Il y a dans tout cela de quoi justifier le black-out de la bourgeoisie.

Des cantonales, certes significatives du point de vue des reclassements qui s'opèrent entre partis bourgeois, seul les apprentis politiques peuvent attendre quelque chose. Quand aux travailleurs, comme ceux des Câbles de Lyon à Reims, à qui le PCF refuse l'impression de tracts à cause des cantonales, ils savent bien que c'est par la lutte qu'ils obtiendront satisfaction.

Frédéric MONTAGNET

GÉNÉRAL MOTORS (Strasbourg) SNAV (Lyon) CGE (Reims) FOUGÈRES

LES LUTTES POUR LES SALAIRES REJOIGNENT CELLES SUR L'EMPLOI



TEMPÊTE DANS L'OUEST 14 DISPARUS

Marée noire sur Ouessant

Voir page 3

LE SAHARA EST NOTRE TERRE NOUS LA DEFENDRONS

Le début du reportage de notre envoyé spécial Grégoire CARRAT voir page 12



sommaire

- Débat sur l'enquête «Ce qu'on fait manger aux français» p. 2
- Les ouvriers de Fougères : Non au chantage ! Les Métallos contre les classifications ! p. 4
- Après les cantonales... p. 6
- Liban, Palestine, nouvelles internationales p. 7
- Table ronde avec les étudiants de l'INSA engrève p. 8
- Préparation du rassemblement communiste p. 10
- Livre : Xala de Sambrène Ousne - Feuilleton p. 11

DÉBAT

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

Faisons le point avec nos lecteurs

Après deux semaines de parution, il faut faire un premier point sur l'enquête. Ce premier point sera nécessairement incomplet, étant basé sur les remarques d'un nombre encore limité de lecteurs. Le choix que nous avons fait est de commencer à débattre autour des premières remarques, écrites ou orales, des travailleurs. C'est, en effet, ce mouvement qu'il faut suivre pour que le débat s'ouvre effectivement, pour que les travailleurs le prennent en main. Le caractère même de l'enquête en sera transformé.

UN INTÉRÊT EVIDENT

Les premières réactions ont dans l'ensemble montré l'intérêt des lecteurs pour la question ; d'abord parce que c'est un aspect important de la vie quotidienne des travailleurs qui est soulevé dans le journal, qu'un grand nombre de questions s'y rapportent : l'unité ouvriers-paysans, la qualité des produits est-elle compatible avec la quantité produite ? Quelles solutions immédiates, pour le socialisme ?

Un ouvrier pâtissier, militant C.G.T. nous disait « Un journal qui aborde ce type de thème en montrant la voie de la révolution, est vraiment révolutionnaire ». Un lecteur

de St Jean de Maurienne : « C'est une démarche intéressante ». Un camarade : « j'ai pu élargir le cercle des lecteurs ».

UN POINT DE VUE ALARMISTE ?

« On ne voit pas comment faire ! », « On a l'impression que tout est mauvais », « On ne peut tout de même pas retourner à la nature »... Ces remarques nous ont été faites par plusieurs lecteurs, et elles mettent à notre avis l'accent sur un point sensible. Cela pose deux questions : pourquoi la bourgeoisie est-elle conduite à une telle politique alimentaire ? qui a intérêt à diffuser un point de vue plus ou moins alarmiste ?

Sur la première question, on ne peut en rester à l'explication de la bourgeoisie qui

insinue que la production alimentaire moderne, avec ses grandes quantités, avec la nécessité d'assurer sa conservation sur une grande durée... engendrerait un peu inexorablement un certain nombre de défauts que nous avons signalés et qu'elle reconnaît par moment. Evidemment cette « explication » masque volontairement que la détérioration de la qualité de l'alimentation provient avant tout de l'introduction de la logique capitaliste dans toutes les étapes du circuit alimentaire, et du poids de plus en plus lourd que prend cette logique du profit avec l'étape du développement du capitalisme où nous en sommes. Mais cette explication masque surtout le caractère de classe, le caractère profondément réactionnaire de la politique alimentaire suivie par la bourgeoisie aujourd'hui : non seulement, et ce n'est pas surprenant, parce qu'elle ne part pas des besoins immédiats des masses ; mais aussi parce qu'elle est marquée du propre manque de confiance de la bourgeoisie dans son propre avenir et qu'elle refuse d'inclure dans sa politique la moindre prévision à long terme. Ce dernier point, qui est la marque d'une classe décadente, qui se rend compte inévitablement qu'elle est condamnée historiquement, entraîne des conséquences extrêmement graves : par exemple l'utilisation des colorants conduit, on l'a montré, à la multiplication des cancers ; la bourgeoisie connaît assez largement ces conséquences, et pourtant elle perpétue consciemment cette politique criminelle...

Ce qui rejoint la deuxième question, « qui diffuse en fin de compte ce point de vue plus ou moins alarmiste ? » On le voit bien c'est directement la bourgeoisie qui tente de projeter son propre avenir de classe décadente, demain déchu, sur un certain nombre



prôner en rien le retour à un passé révolu, de mener des luttes pour une meilleure alimentation, pour préserver la qualité de ce que nous mangeons, pour s'opposer à la distribution de nourritures frelatées. Même si la lutte sur ce front est peu développée encore, c'est bien la voie qu'il faut prendre aujourd'hui.

OUVRONS LE DÉBAT

Quand nous avons commencé l'enquête, nous avons le projet de procéder à un certain nombre de révélations, de recueillir de multiples témoignages. Maintenant, grâce aux contributions, critiques, nous pouvons mieux préciser les cibles. Dans cette optique, nous attendons vos contributions. Nous nous sommes fixés dès le départ, comme objectif, la réalisation d'un premier procès de l'alimentation que nous impose le capitalisme. Nous avons reçu d'ores et déjà un grand nombre de correspondances, de témoignages de nombreuses ré-



de couches de la population. La classe ouvrière, les masses populaires peuvent-elles le reprendre à leur compte ? Evidemment non. Parce qu'elles représentent l'avenir, parce qu'elles pourront demain instaurer leur propre pouvoir, et conduire la société, la classe ouvrière, les masses populaires partent du point de vue qu'elles sauront maîtriser les mécanismes de production alimentaire en fonction des intérêts des masses. Et précisément parce qu'elles partent de ce point de vue, elles savent qu'il est possible aujourd'hui, sans

gions : Besançon, Montceau les Mines, Lille, Villerupt, Nancy, Port de Bouc, Angers, Vaulx en Velin, Saint Etienne, Amiens, ... Nous en attendons de Strasbourg, de Margnat Village, etc... Pour permettre ce débat, nous indiquons ici les différents thèmes que nous comptons aborder les jours qui viennent : Les supermarchés, les industries alimentaires, les circuits capitalistes du paysan à l'acheteur, les luttes, les organisations de consommateurs, la paupérisation, cantines scolaires et d'entre-

ALIMENTATION : LES TRAVAILLEURS TÉMOIGNENT

Le capitalisme a augmenté la production des produits alimentaires, a permis par exemple que le poulet se trouve sur les tables, que les menus soient plus variés. Mais cela a-t-il vraiment amélioré la façon dont les gens du peuple se nourrissent ?

Voici le témoignage de Camille, retraité-mineur de Montceau-les-Mines :

Comment c'était autrefois ? Est-ce que c'est mieux maintenant ?

C'est difficile à dire. Bien sûr, il y a eu du progrès et on mange plus de viande qu'avant. Cependant, il faut plus d'argent pour manger, surtout les jeunes ménages qui doivent acheter un bifteck à la va-vite à midi, des choses qui coûtent cher. **Sa femme précise** : maintenant, on doit tout acheter, même le persil. Oui, il me semble que j'ai élevé mes 6 gosses plus facilement que ne le ferait un jeune ménage aujourd'hui. **Pour un lecteur d'Angers** : L'alimentation actuelle avec ses produits carencés et ses « produits chimiques » est une des sources importantes de diverses maladies.

Comment la loi du profit capitaliste dégrade-t-elle la qualité de notre alimentation ? Est-il possible, à la fois de produire à « bas prix » et en grande qualité une nourriture saine et agréable ? Comme le dit un autre lecteur : Comment cela pourrait se passer dans une France socialiste ? C'est ce qu'il faut discuter.

Dès aujourd'hui, comment éviter de se faire voler, comment se nourrir sainement sans se ruiner ? De nombreux travailleurs, des ménagères connaissent des recettes « pour s'en sortir », des traditions culinaires populaires : il faut faire largement et connaître toutes ces expériences. Des employés de l'alimentation,

du commerce, des paysans se préoccupent de la qualité des produits qui sont servis aux travailleurs, se révoltent contre l'escroquerie dont ils sont victimes. Parmi de nombreux témoignages, retenons celui-ci, d'une employée de supermarché de Besançon : On sait le mal que tout le monde avait à trouver des pommes de terre au supermarché, elles étaient stockées dans l'arrière-boutique et distribuées en rayon, chaque jour en petite quantité. Les ménagères venaient à l'ouverture du magasin pour s'en procurer. Mais à 10 heures, il n'y en avait plus. Par contre, on les avait remplacées par des pommes de terre à 4,80F le kilo.

Plusieurs de ces travailleurs ont manifesté la volonté d'organiser la solidarité entre employés et acheteurs pour que les luttes se renforcent. Y a-t-il déjà des expériences en ce sens ? Au-delà des luttes d'aujourd'hui, cette aspiration à « servir le peuple » qui se manifeste chez les producteurs (paysans, ouvriers des usines alimentaires) et les employés du commerce permet de poser la question : comment voient-ils leur rôle dans une société socialiste ? Comment s'inspirer des travailleurs du commerce chinois qui vont enquêter auprès des masses pour connaître leurs besoins ? Déjà des luttes ont eu lieu sur l'alimentation : dans les cantines d'usine, comme à CIT-Alcatel de Marçay-en-Barrois ; dans les quartiers, dans le cadre d'organisations de consommateurs. Quel bilan tirer de ces luttes ? Peut-on les amplifier, les généraliser ?

Les lecteurs jugent l'enquête

Pour apprécier dans quelle mesure notre enquête répond aux préoccupations des travailleurs et orienter la suite du travail, nous en avons discuté avec un certain nombre de lecteurs.

Le lecteur, dont nous publions l'interview, a suivi toute la série, il en a discuté avec d'autres travailleurs de son entreprise où il fait circuler largement le journal.

Quotidien du Peuple : Quelles sont les réactions que tu as entendues sur l'enquête ?

Réponse : Ils disent souvent : « On ne le savait pas » ; ils aimeraient voir quelque chose sur les dates limites des conserves. D'un autre côté, les gens sont sensibles à la publicité, ils pensent que ce qu'elle dit est vrai ; ils pensent que le contrôle des fraudes est efficace, qu'on ne peut pas frauder sur le vin par exemple. Ils ont beaucoup apprécié les conseils pratiques pour choisir le vin.

QdP : Est-ce que le point de vue des travailleurs s'est assez exprimé ?

R. : Pas assez ; c'est peut-être par manque d'information. Il aurait mieux valu présenter les choses sous forme de dialogue, et donner des exemples précis, ça manque de témoignages ; si vous publiez des témoignages, d'autres arriveront.

Une critique a été faite par une travailleuse, c'est que vous ne proposez rien.

Je pense qu'on peut arriver à faire de la bonne qualité en grosse quantité, à condition qu'il y ait davantage de pay sans qui y travaillent. Certains aussi rejettent la science, non, pas la science, mais l'utilisation qui en est faite, qu'on ne puisse pas contrôler son application.

QdP : Trouves-tu que l'enquête était assez documentée ?

R. : Dans l'ensemble, oui. Pourtant, les informations étaient peut-être insuffisantes. Sur la viande, on aurait voulu savoir si ça se passait de la même manière dans les différentes régions, si le poulet landais est comme le poulet breton.

Pour les colorants, il y avait beaucoup d'informations, pas beaucoup dans la page sur le beurre. Sur le bœuf, il faudrait plusieurs témoignages, aux différents stades de la production. Sur le veau, ça ne m'a rien appris, j'étais déjà au courant. Sur le vin, j'ai apprécié les explications sur les différentes recettes du trafic.

D'une façon générale, il faut partir de la publicité pour y répondre, pour montrer comment elle trompe les gens. Et surtout, plus de témoignages.

QdP : A ton avis, quelles questions faut-il aborder dans l'enquête maintenant ?

R. : Il faudrait parler des coopératives : certains pensent que ça a apporté quelque chose, mais pas. Et aussi de la différence entre les coopératives et les petits commerçants, du point de vue de la qualité des produits.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

TEMPÊTE EN ATLANTIQUE ET RENTABILISATION DE LA PÊCHE: 8 MORTS 6 DISPARUS CHEZ LES MARINS BRETONS

Depuis vendredi matin, la tempête ravage l'Atlantique, depuis l'Irlande jusqu'au golfe de Gascogne, et dans la Manche. C'est au large de la Cornouaille anglaise (près des îles Scilly), que les vents ont été les plus violents, et la mer la plus creusée. Or cette zone du plateau continental anglais est très poissonneuse, et de très nombreux chalutiers bretons y étaient en campagne. Trois bateaux ont été particulièrement touchés : le *Gars de St Gué*, de St Guénolé, où trois hommes ont été balayés par une lame, le *Tamengo* de Lorient, qui a coulé, et le *Krugen* du Guilvinec, porté disparu. D'autres bateaux de pêche ont été en difficultés, mais ont pu être secourus, ou se sont tirés eux-mêmes d'affaire. Le coup de vent était pourtant annoncé depuis la veille, et il reste à savoir pourquoi tant de bateaux ne s'étaient pas abrités. Une autre conséquence de la tempête : le pétrolier *Olympic Bravery*, échoué depuis trois semaines sur les côtes de Ouessant s'est cassé, et la côte ouessantine commence à se recouvrir de mazout.

payé de leur vie. Mais qu'ont-ils payé ? La « dure loi de la mer », comme le laisse entendre Caillavé, ministre des transports, dans le télégramme qu'il a envoyé aux familles des disparus ? Certes, le métier de la mer est dur. Il suffit de connaître les cimetières des villages de la côte bretonne pour s'en convaincre. Mais comment expliquer que ce coup de vent, annoncé dix huit heures à l'avance par la météo ait été aussi meurtrier ? Pour le comprendre, il faut connaître la situation actuelle des marins pêcheurs. De plus en plus, les compagnies d'armement désarment les bateaux, entraînant des « mises à disposition » (c'est à dire licenciements), pour cause de non rentabilité. Le poisson se vend mal, et les petits patrons pêcheurs, s'ils ne veulent pas disparaître sont

leur « sud sud est. Ils ne devaient donc pas entraîner une forte houle. C'est peut-être pourquoi tant de bateaux sont restés. Lorsque le vent tourna à l'ouest, ce fut le drame : rafales à plus de cent km/h., creux de 15 m. Un « cost guard » anglais devait dire que la mer s'était creusée de « façon inimaginable ».

Les 14 marins bretons disparus sont une terrible accusation : le très grand progrès qu'est la météo n'a pu les sauver. Cette accusation, elle est dirigée contre une société qui, dans tous les domaines, fait passer le profit avant la sécurité des hommes. En ce sens, les marins pêcheurs disparus sont frères des 42 mineurs de Liévin, morts à la mine. Là aussi, le progrès technique, mis au service de la rentabilité, n'a pas empêché leur mort. C'est aussi

chalutier espagnol, un homme blessé a pu être évacué par hélicoptère, alors que la voie d'eau apparue sur l'*Estacade*, de l'île d'Yeu, était coïncidée après l'intervention d'une vedette de secours.

LES APPELS DE DÉTRESSE

Depuis jeudi soir, les équipes du *Grossma* (Centre de recherches et de sauvetage en mer de la Manche) de la Hague, et du *CROSSA* de Etel sont sur le qui-vive. Dans son bulletin de jeudi à 22 h, la météo avait lancé un avis de coup de vent et signalé une forte dépression sur la zone Sud Irlande, avec confirmation le vendredi matin à 3 h 30. Depuis, des dizaines de « *Maiday* » (appel de détresse) ont été enregistrés. C'est tout d'abord le *Gars de St Gué*, chalutier basé à St Guénolé qui appelait. Trois de ses marins avaient été emportés. Un avion et deux hélicoptères de la base de Lanri-Bihoué étaient envoyés, mais ne retrouvaient pas les marins disparus. Dans le pays bigouden, où la situation des marins pêcheurs ne fait que s'empirer, c'est un coup resenti très durement : déjà, fin février, un couple de Penmarch, puis un chalutier, le *Lostandro*, avec ses cinq hommes d'équipage avaient disparu. Puis ce fut le *Tamengo* : atteint d'une voie d'eau, son équipage devait l'évacuer. Un autre chalutier de Lorient a retrouvé quatre cadavres, et deux hommes sont portés disparus. Enfin, le *Krugen* lançait un appel, mais hier soir encore, on ne l'avait pas retrouvé. Sur un



LA DURE LOI DE LA MER ?

Le bilan de cette tempête est donc très lourd. Il risque d'être encore plus grave, puisqu'une nouvelle dépression était annoncée pour la nuit dernière dans la même zone, et qu'une autre, venant de Terre Neuve est annoncée pour mercredi. Une fois de plus, les marins pêcheurs ont

poussés à pêcher dans n'importe quelles conditions. Lorsqu'un coup de vent est annoncé, à moins que le risque ne soit vraiment trop grand, certains bateaux prennent la mer ou restent en campagne, car, plus rare, le poisson pêché sera plus cher. Les marins suivent, car de ces campagnes dépendent leur salaire, et même leur emploi. Jeudi soir, les forts vents étaient annoncés sec-

dans leurs luttes que les marins pêcheurs rejoignent les ouvriers. Vendredi dernier, les marins du thonier *Kemevad*, de Concarneau, refusaient de prendre la mer, pour protester contre les licenciements. Comme pour tous les travailleurs, c'est vers le combat pour une autre société, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans qu'ils doivent se diriger.

Eric BRÉHAT

1200 t de pétrole sur leurs côtes LES OUessantINS MANIFESTENT

Ouessant est l'île la plus occidentale de la Bretagne. Au large du Léon, c'est une avancée en plein Atlantique. La vie y est déjà difficile, surtout lors des tempêtes d'hiver. Mais cette fois, les Ouessantins ne comprennent pas, et sont prêts à manifester leur colère : depuis le 24 janvier, un pétrolier grec Onassis est échoué au Nord de leur île. Sans compter l'huile des machines, il contient 1 200 T de pétrole brut dans ses cuves, de quoi transformer la côte de l'île et celles du Finistère en désert noir et gluant. Rien n'a été fait pour vider les cuves. Et pourtant, la situation était propice : jusqu'à vendredi dernier, le temps était excep-

tionnellement beau. La suite, c'est le gardien du sémaphore du Créac'h qui nous l'a raconté :

« Vers 7 H 1/4 du matin, l'*Olympic Bravery* s'est cassé en deux, après une journée de tempête. Nous avons été voir vers 8 H : le château arrière était sous l'eau. Dans l'après-midi, une nappe d'huile noire s'est répandue, sur 4 à 5 km. Déjà, la petite crique qui est en dessous du sémaphore est noire et j'ai vu un cormoran pris. Ça ne doit pourtant pas être le fuel, juste l'huile des machines. Les cuves ne sont pas encore crevées, et le pétrole a du s'y solidifier. Mais si ça continue, il va se

répandre. A Ouessant, c'est plutôt la colère : pourquoi n'ont-ils rien fait ? Pourquoi n'ont-ils rien tenté le dimanche matin, alors que ça s'était calmé ? Et pourquoi a-t-on fait courir le bruit que les ouessantins avaient pillé l'épave ? Les seuls qui ont été à bord du bateau l'ont fait avec le commandant, pour sauver les affaires personnelles de l'équipage. »

A ces questions, le maire de Ouessant ne préfère pas répondre : une manifestation a eu lieu hier à 5 H, devant la mairie, pour demander des comptes au représentant du préfet, envoyé en toute hâte sur les lieux. Le maire a du s'y associer, et s'est porté partie civile.

La réponse est ailleurs : depuis l'échouage, les tractations se poursuivent entre la Lloyds (compagnie anglaise qui assure presque toutes les flottes du monde) et Onassis, pour savoir si le renflouement était « rentable ». Comme par hasard, c'est au moment du déclenchement de la tempête que la Lloyds a fait savoir qu'elle abandonnait le navire ! Bien entendu, le gouvernement français s'était bien gardé de faire quoi que ce soit pendant ce temps...

Aux dernières nouvelles, les cuves elles-mêmes se seraient percées et les 1 200 tonnes de pétrole se déverseraient dans l'Iroise.

SPORTS

PARIS-NICE

Michel Laurent a remporté la dernière étape de Paris-Nice : l'ascension contre la montre de La Turbie ce qui lui permet de remporter l'épreuve devant le Hollandais Kuiper. C'est la première grande victoire de Michel Laurent qui se révèle à 23 ans, comme un espoir du cyclisme français.



RUGBY

Quarts de finale du Challenge du Manoir en Rugby. La surprise a été créée par l'élimination de Béziers par Montferrand : 15 à 6. Romeu a marqué les 15 points de Montferrand. Les autres qualifiés sont : Dax, Narbonne, Graulhet.

HANDICAPÉS : Le droit de vivre ne se mendie pas...

Comme chaque année à la même époque, le gouvernement lance l'hypocrite opération : « A vot' bon cœur », soutenu par diverses associations de collusion avec le pouvoir, au profit des soi-disant 3,5 millions d'handicapés.

La recette moyenne s'élevant à environ 500 millions d'anciens francs, cela ferait 1,40 F par handicapé et par an, si les bénéfices étaient distribués entre tous. Mais les associations évitent avec soin le ridicule d'une telle division.

Pour le CLH (Comité de Lutte des Handicapés), la réinsertion de l'handicapé ne passe pas par la charité publique, mais par la suppression de tous ces ghettos que sont les Ateliers « Protégés », les CAT, (Centre d'Aide par le Travail) ;

- En aménageant les lieux de vie, de travail, de formation,
- En ayant droit à une scolarisation, une orientation, une formation ou un reclassement professionnel, librement choisis, quelque soit le degré de l'handicap.

EN FAIT, A QUOI SERT CET ARGENT ?

Pour ces grandes associations, à payer leur personnel d'encadrement, afin de nous rendre docile ; avec le reste, à construire de nouveaux ghettos où l'handicapé deviendra subitement rentable.

VOILÀ À QUOI SERVENT LES QUÊTES !

A faire de nous une catégorie de travailleurs surexploités, sous-payés, en nous privant de tous droits politiques et syndicaux, coupés du monde en nous niant tous besoins physiques, intellectuels et sexuels. (...)

C'EST LA LOI DU PROFIT QUI NOUS HANDICAPE

Nous sommes tous victimes de la société capitaliste qui, par souci de profits immédiats, tue, mutile, tous les jours que ce soit à la naissance (1 handicapé toutes les 20'), à l'hôpital, au travail (1 250 000 accidents par an : 100 000 handicapés), à l'armée (7 % de perte) sur la route (50 000 handicapés par an). (...)

Le CLH refuse cette identité propre aux sociétés basées sur les rendements et les capacités productives des individus.

A BAS LES QUÊTES
REFUSEZ DE DONNER
NOTRE LUTTE EST CELLE
DE TOUS LES TRAVAILLEURS

LE DROIT DE VIVRE NE SE MENDIE PAS, IL SE PREND

Le Comité de Lutte des Handicapés
81, rue Saint Fargeau
Boîte aux lettres n° 5
75 020 Paris

LUTTES OUVRIERES

General Motors (Strasbourg)

EN GREVE CONTRE LES CADENCES

Les travailleurs sont en grève depuis le 4 mars.

Ils occupent la centrale thermique qui distribue l'air comprimé et l'énergie à toute l'usine, de ce fait tous les ateliers se sont arrêtés les uns après les autres...

Il y a 60 % de grévistes, sur 700 employés.

La majorité des non-grévistes est constituée par les employés I

Boite américaine typique, complètement isolée dans la forêt de Neuhoff entourée de fil de fer et de miradors. Ce qui fait sa renommée c'est sa milice assermentée ; il faut une carte pour rentrer...

Général Motors vous connaissez ? des salaires de misère : 1600 F brut à l'embauche, des cadences dingues, beaucoup de travail par poste (levé à 4 h ou couché à 2 h). Quarante «tuniques bleues» (gardiens) pour nous surveiller. C'est déjà pas mal, mais c'est pas tout !

En 74 les affaires vont mal dans la bagnole, réduction des horaires à 32 h ; fin 75 ça reprend ; 45 h, et même (quand ils en ont besoin) 53 h. Quand on voit toutes les boîtes en chômage partiel ou qui ferment ! Alors nous disons ras le bol ; on établit les revendications :

- Le chevauchement des équipes (pour permettre à celle du soir de rentrer plus tôt),
- 250 F pour tous,
- diminution des cadences en particulier au montage.

Du 1^{er} mars au 4 mars les débrayages se succèdent. Le 3, l'équipe du soir ne prend pas le boulot. Jeudi 4 : grève ; on circule dans les ateliers. Les machines s'arrêtent : à 10 h 30 on est 200 à la cantine, à la sonnerie beaucoup ne reprennent pas le

boulot. L'après midi on vote : sur 207 grévistes, 197 veulent continuer la lutte. L'équipe de l'après midi qui a commencé la lutte la veille, vote à main levée la poursuite de la lutte. Vendredi 5, on se rassemble le matin à 300 et on monte voir la direction. Le

PDG Vange et le directeur du personnel Dalbourg s'enferment dans leurs bureaux. «Reprenez le travail on négociera plus tard» disent-ils.

A 10 h sous la protection des «tuniques bleues» Vange file à l'américaine. Un peu plus tard on libère Dalbourg de son auto-séquestration volontaire en démontant une vitre, peine perdue il veut bien discuter mais pas négocier. Lundi 8 finit de rire on coupe la centrale thermique «2 heures pour négocier ou on coupe l'air comprimé». A 9 heures c'est fait, l'usine tourne au ralenti, l'après-midi la direction fait afficher un plan de lock-out progressif. Mardi 9 ça devient dur d'entrer et de sortir de l'usine, les «tuniques bleues» gardent farouchement l'entrée, alors on occupe le gardiennage et on enlève la grille ; dans la matinée on s'organise, on crée des commissions.

Des délégations de fonctionnaires en grève viennent nous apporter leur soutien ; une première diffusion du tract appelant à la solidarité à lieu (Clark, Telic...)

La direction essaye de nous diviser en organisant des réunions de non-grévistes, la nuit nous enlevons les barrières que les «tuniques

bleues» avaient soudé sur la porte d'entrée.

Mardi 10, l'A.G du matin répond non à la direction qui nous demandait d'arrêter l'occupation de la centrale. Des travailleurs d'autres boîtes nous rendent visite (Clark, S.N.C.F., Telic, Spiertz...) à 11 heures réunion délégués-direction, la direction veut «une justification pour les 250 F» ! L'après midi différentes collectes sont faites.

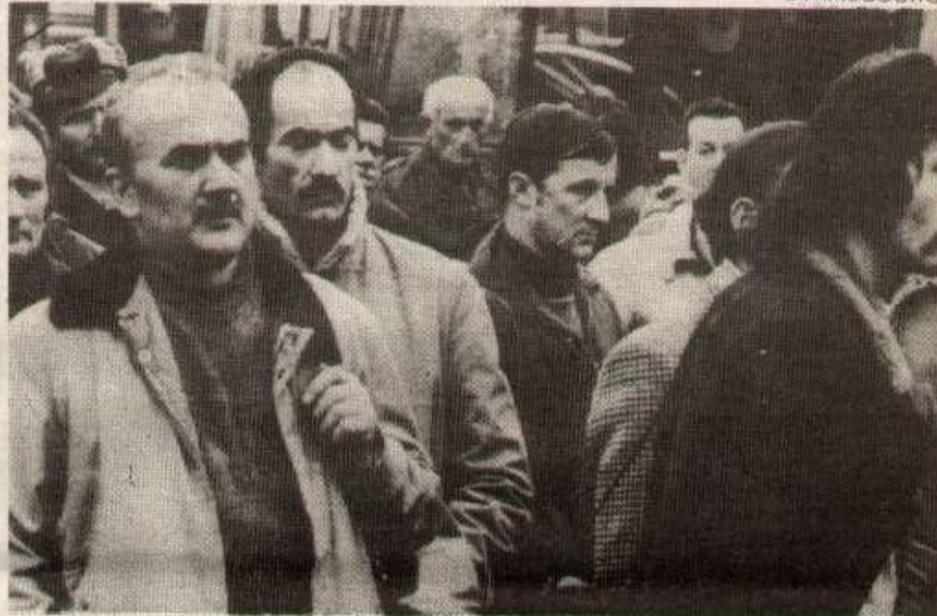
Samedi 13 manifestation en ville (place Kléber de 10 h

à 12 h) pour faire connaître notre lutte, pour collecter. L'après midi une délégation se rend au meeting, place de la Bourse, contre les «Interdictions professionnelles» en RFA. Cette délégation a apporté son soutien au meeting. En même temps, une première manifestation internationale se manifestait pour les travailleurs de Général Motors : Succès sans précédent de la collecte environ 4 000 F.

Dimanche une journée «porte ouverte» prolongeait la populansation.

Notre lutte rejoint celle de tous les travailleurs, après Clark et Rhénalu c'est sous des aspects différents le même ennemi que nous attaquons ! D'un côté, réduction d'horaire et fermeture d'usine, de l'autre heures supplémentaires et cadences infernales ! Il faut en finir ; à la solidarité patronale opposons la solidarité ouvrière.

correspondant STRASBOURG



SNAV : «PLACE A L'ACTION»

A la SNAV (filiale Renault de Vénissieux), les ouvriers de l'atelier «container» suivent un mouvement de débrayage de deux à quatre heures par jour depuis le 24 février. Le mouvement était accompagné de coulage des cadences (50 à 80 %), la revendication principale : 250 F et «respect de l'ouvrier». La direction, d'une part, mène des négociations sans résultats et, d'autre part, menace par lettres individuelles et avertissements, puis décide de payer les ouvriers en fonction du nombre de container sortis. Mais l'assemblée générale du 9 mars 1976 décide l'occupation de l'atelier et une délégation va annoncer cela au syndicat CGT absent à l'assemblée générale. Celui-ci répond par une mise en garde contre des militants du PCR (ml) et syndicalistes révolutionnaires traités pour l'occasion de «flics», «fascistes» ou «irresponsables payés par le patron».

L'atelier est occupé le 10 mars à 10 h du matin ; divers constats d'huissiers constatent une prétendue «entrave à la liberté du travail» et ... l'impossibilité de sortir le stock ! La CFDT appelle à un débrayage de soutien dénoncé par la CGT comme «une tentative de mettre l'ensemble de l'usine dans un mouvement irresponsable et manipulé par les gauchistes» ! Le Comité de Grève décide alors de dire la vérité à toute l'usine sur le travail de sape de la CGT, et produit un tract sur ce sujet...

«Assez de salades ! Nous ouvriers des containers déclarons à tous les travailleurs et travailleuses de la SNAV, immigrés et Français, regretter toutes les salades faites au sujet de notre grève, en particulier par la section CGT qui interprète de manière mal intentionnée les positions de la section CFDT qui est là pour nous soutenir et non pas pour nous dénigrer. Depuis le 24 février 76, nous sommes en grève, nous avons fait appel aux deux grandes sections syndicales CGT et CFDT de la SNAV à nous soutenir. Ce qui a été fait par nos camarades CFDT mais, par contre, malgré les promesses de

Le 12 mars, quatre syndicalistes CFDT sont assignés au tribunal des référés, le verdict doit être rendu ce soir, lundi. Les grévistes sont décidés à tenir, malgré les entraves répressives de la direction et de la direction P«C»F de la CGT, appuyés

la CGT, nous nous apercevons que, eux, essayent de nous poignarder dans le dos. Malgré tout nous sommes déterminés à poursuivre notre lutte et à la diriger nous-mêmes.

Travailleuses, travailleurs de la SNAV ouvrez grands les yeux, nous n'y sommes pour rien si la CGT a raté son train ! Place à l'action pour soutenir nos revendications.

- augmentation des salaires,
- meilleures conditions de travail,
- respect de la personne humaine,
- refus du déplacement abusif opéré par la SNAV,
- renégociation de l'accord du 21 juillet 76.

en cela par un large soutien exprimé par les autres ateliers de l'usine : par exemple, une collecte a eu lieu et a rapporté 1 750 F, déjà. La décision est prise de ne pas laisser entrer les flics dans l'usine !

Correspondant SNAV

T.S.R (Grand Croix)

Après 2 mois d'occupation, le travail a repris à la TSR avec de maigres avantages pour les ouvrières. Les travailleuses qui refusaient de passer de la confection au moulinage, au lieu du départ volontaire que voulait leur imposer la direction, pourront toucher les 90 % !

En dernière heure, la C.G.T. a refusé de distribuer aux travailleuses l'argent collecté en commun avec la C.F.D.T., sous prétexte qu'à la C.F.D.T., il y a une caisse de grève. Cette manœuvre a cependant été déjouée, et tous les grévistes ont pu bénéficier de la collecte commune.

correspondant St Etienne.

INFORMATIONS GENERALES

A Bordeaux, le directeur de l'Institut d'Etudes Politiques a fermé l'établissement «jusqu'à nouvel ordre» parce que les étudiants étaient en grève.

A Montpellier, les UER de Droit, Sciences Sociales, Sciences Economiques ont été fermées à la suite des grèves d'étudiants, le vice-président de la faculté a donné sa démission.

Vendredi, plusieurs centaines d'étudiants ont manifesté devant le Rectorat et ont affronté les forces de police qui ont utilisé des grenades lacrymogènes contre eux.

A Nanterre, plusieurs centaines d'étudiants grévistes ont voté une motion protestant contre les déclarations de M^e Saunier-Seité qui attribuait les grèves à une minorité de 5 % d'étudiants.

La quatrième demande de mise en liberté du docteur Edmond Siméoni, incarcéré à la prison de la Santé, depuis le 29 août 75, à la suite des événements d'Aléria en Corse, a été rejeté.

A Vincennes, Ponia-towski qui présidait une cérémonie de sortie de promotion de policiers (baptisée promotion Le Goff II) a répété ses menaces contre les viticulteurs et a, une fois de plus, réaffirmé que «tout serait fait pour arrêter les criminels qui à Montredon ont tiré ou fait tirer, et pour qu'ils soient déferés en justice».

Rue de Cléry dans le 2^e, soixante travailleurs immigrés vont être expulsés de leurs logements. Ils ont décidé de s'unir dans leur lutte contre les expulsions avec les cent-vingt-deux habitants de la rue Vivienne, chassés de chez eux à cause de l'extension de la bibliothèque nationale.

Dans les Alpes, une personne est morte et deux autres ont été blessées dans une avalanche à Meribel-les-Allues.

Après sa condamnation à mort, le 10 mars, par les Assises des Bouches-du-Rhône, à la suite du meurtre d'une fillette, Christian Ranucci s'est pourvu en cassation. Pendant tout le procès, il avait proclamé son innocence.

Nouvelles hausses, le 13 mars !

3 % sur les savons, les détergents, les mobiliers métalliques, 4,25 % sur les fromages fondus, 6 % sur les brosses, les ci-ments.

A Lyon, la police et le service d'ordre du Parti des Forces Nouvelles (mouvement d'extrême-droite), au coude à coude, ont protégé le rassemblement des adeptes de la secte Moon ! Ils ne laissèrent pénétrer dans la salle que trois cents personnes pour ce «rassemblement du nouvel espoir» et repoussèrent violemment curieux et opposants.

Selon les statistiques officielles (73-74), la moitié des élèves de CET sont des fils d'ouvriers : 51,4 % en C.A.P., 41,3 % en B.E.P. alors qu'ils ne sont que 25,3 % en seconde. De plus, ce ne sont pas les plus défavorisés parmi les fils d'ouvriers qui sont les plus représentés en CET : 17,9 % d'O.S., 5 % d'enfants de manœuvres, contre 24,8 % d'enfants de contremaîtres.

On ne trouve dans les CET que 2,5 % d'enfants de cadres supérieurs et 5,2 % de cadres moyens.

LUTTES OUVRIERES

Compagnie Normande des Autobus :

ON NE VEUT PLUS SE FAIRE ROULER !

La grève du personnel roulant est respectée presque à 100 % !

Elle a été déclenchée lundi dernier suite à la rupture des négociations avec le patronat au sujet des accords salariaux.

Les chauffeurs grévistes ont exposé leurs griefs de la sorte :

«... Chauffeur CNA embauché à l'indice 140 nous sommes payés à 8,75 F (exemple une femme de ménage à Paris est payée 11 F).

«... Nous travaillons un minimum de 47 heures par semaine que la direction se propose de ramener à 46 heures !

«... Nous travaillons 6 jours sur 7 ce qui représente sur un an, 48 jours de repos en moins par rapport aux professions qui ont la «semaine anglaise».

«... Si nous ne prenons pas notre travail à 4 H du matin, c'est parce que nous finissons à minuit !

«... Les contraintes des horaires nous obligent souvent à ne pas manger le midi ou à prendre le repas dans des conditions inconfortables.

«... Quant à nos heures supplémentaires, elles ne sont pas calculées sur la journée ou sur la semaine, mais sur la quinzaine, ce qui permet de

nous faire faire 12 H 40 un jour et 6 H 40 le lendemain !

«... Nous n'avons que 4 semaines de congés payés soit 24 jours ouvrables.

«... Aucun taux d'amplitude ne nous est payé sauf dépassement exceptionnel rarement atteint.

«... Quant à notre salaire fixe de base, il est de 1 800 F environ. Et nous n'avons ni 13^e mois ni prime de vacances...»

Les grévistes ont rencontré la direction sans résultat ; ils sont désormais déterminés à continuer la grève jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications !

Enfin, les chauffeurs grévistes auxquels s'est associée la CGT de chez Renault, s'élèvent contre le fait que des cars aient été amenés par la Régie pour remplacer ceux de la CNA (qui effectuent habituellement le transport du personnel) et que ces cars étaient escortés par la police.

La direction confirme pour sa part, qu'elle a effectué le remplacement des cars et que des voitures d'agents de maîtrise ont assuré le «bon déroulement du transport», mais elle ne parle pas de police !

Corresp. Le Havre

Fougères

RIPOSTER AU CHANTAGE DE LA BOURGEOISIE

Les «Réo» en sont à leur quatrième semaine d'occupation. Depuis quelques temps, les manœuvres se multiplient : les «pouvoirs publics» et autres «responsables» s'agitent fébrilement. Il s'agit pour eux de désamorcer rapidement la «bombe fougéraise», et dans l'immédiat, faire échouer la «journée ville morte» prévue.

Ainsi, Voissard, un haut fonctionnaire envoyé à Fougères par Poniowski soi-même, se répand en promesses fumeuses : une table-ronde, tenue mercredi dernier, n'a rien donné... Mais une

E. Simon», de la CFDT...

DÉJOUER LE CHANTAGE DE LA BOURGEOISIE

Cette campagne est orches-



campagne de presse sournoise se développe, notamment par «La Chronique Républicaine» qui cherche à faire passer les «Réo» pour «des irresponsables qui suivent aveuglément leur leader,

trée soigneusement pour faire porter aux «Réo» et à leur section CFDT la responsabilité de la situation, pour mieux faire passer les plans de la bourgeoisie : le Préfet de Région a publié plusieurs com-

muniqués déjà où il prétend ainsi que c'est l'UD-CFDT qui est seule «responsable» de l'occupation de l'usine et il lui demande de la faire cesser «pour permettre un redémarrage de l'entreprise».

Dans le même temps, le dénommé De Thoran, ancien cadre de chez Réhault, présente un «plan» : «Création (!) de 230 emplois dans les locaux Réhault et étude d'un projet concernant 150 autres em-

démarrage à 230, sinon tout est abandonné ! C'est l'isolement des «Réo» qui est recherché de la sorte, en rendant la CFDT et les travailleurs de Réhault «responsables de la prolongation du chômage»... Ce à quoi les sections syndicales et le Comité de Lutte ont répondu : «Nous ne sommes pas contre la création de 230 emplois (hypothétiques) qu'on nous propose, mais contre les 370 licenciements qui resteraient et qui sont bien réels ! Pour cette raison, nous refusons d'évacuer l'usine tant que nous n'aurons pas de garantie sérieuse sur l'emploi pour tous, dans la même unité de production !»

ÉLARGIR LA LUTTE...

Cet ensemble de manœuvres met à l'ordre du jour une question cruciale : la nécessité de populariser largement la lutte, de rallier les autres usines (JB Maunoir, Morel & Gâté,...), de s'assurer non seulement de la solidarité de la classe ouvrière fougéraise, mais aussi de celle de toute la population : en expliquant les projets de la bourgeoisie, en montrant qu'entrer en lutte maintenant, c'est la seule solution pour obtenir «du travail pour tous»... C'est une nécessité pressante pour briser les silences et les mensonges répandus par tous ceux qui veulent «tuer le pays fougérais» !

Gérard PRIVAT

Métallurgie

LA LUTTE S'ENGAGE CONTRE LES CLASSIFICATIONS

Cables de Lyon (Reims)

Les travailleurs des Câbles de Lyon, à Reims, sont en grève illimitée depuis le 4 mars pour 2 029 F mensuel minimum, et contre les classifications de l'Union des Industries Métallurgiques et Mécaniques (UIMM, organisation patronale).

«Alors que dans la plupart des usines environnantes, le salaire minimum d'un O.S. est de 1 860 F, nous n'avons aux Câbles de Lyon qu'un salaire minimum garanti de 1 559 F.

Avons-nous raison de

nous insurger contre ce salaire ?... Qui peut vivre actuellement avec cette somme ?... Et pourtant cela représente un mois d'un travail souvent très pénible, tant par le bruit que les cadences accrues.

Nous ne pouvons accepter :

- des classifications arbitraires,
- de cautionner des applications de classifications qui serviront de base de calcul pour nos retraites,
- en travaillant de survivre, au

lieu de vivre décevant, - que des salaires si bas, - que nos employeurs s'enrichissent aussi honteusement à nos dépens.»

A l'usine de Reims, les O.S. (femmes pour la plupart), ont des conditions de travail particulièrement dures : alors que chaque travailleuse s'occupait auparavant de cinq presses, elle en a maintenant dix à charge. Alors ce sont les dépressions nerveuses, les crises de nerfs... Entre 74 et 75, le personnel a diminué alors que la production a augmenté de 15 %...

Mais Ambroise Roux, patron de la CGE, n'a que faire de la santé des travailleurs et fait tout pour diviser le personnel, par des primes de rendement à la tête du client et des classifications arbitrai-

res. C'est aussi pour cela que la lutte s'est développée !

Cette semaine, les travailleurs ont envoyé une délégation à Paris représentant les usines de Reims, Clichy, Calais. A Paris, le siège de la société était «protégé» par un service de surveillance privé. A Reims, les travailleurs attendent une réponse de la direction locale, lundi. Et déjà à Calais et Lyon, les syndicats se préparent à étendre la grève. Pour l'instant à Reims, il reste quelques non-grévistes, lundi les travailleurs sont prêts à boucler complètement l'usine. D'autre part, les grévistes ont commencé la popularisation par un tract sur d'autres usines. Et alors que les travailleurs demandaient à l'UL-CGT plus de tracts à tirer, ils se sont vus répondre que les machines étaient encombrées à cause

Laminoirs du Vieux Marais

Aux ateliers du Vieux Marais, les travailleurs sont partis en grève et se battent pour obtenir des augmentations de salaire et surtout pour le 13^e mois. Ils occupent par équipes de 3 x 8 les portes des ateliers, empêchant les camions de circuler. Même pendant le week end, les ouvriers étaient venus nombreux pour tenir le piquet de grève. Malgré les divisions que le patron a essayé de susciter, en se servant des événements actuels au Sahara occidental, les ouvriers Portugais, Français, Italiens, Marocains, Algériens... restent unis dans la lutte. Dans la zone industrielle de Saint Etienne, l'agitation s'étend, les travailleurs du Vieux Marais ne sont pas seuls : aux Ateliers du Furan, à 300 m de là, les travailleurs commencent à se mobiliser contre des mesures de chômage partiel. Dans la même rue, sur le trottoir d'en face, ceux de la Ernault-Somua connaissent exactement la même situation. Les circonstances semblent favorables pour imposer un rapport de force dans ce quartier.

correspondant St Etienne-Le Marais

des élections cantonales. A quoi donc doivent servir les syndicats, au service des luttes des travailleurs ou au service des politiciens bourgeois qui veulent devenir conseillers généraux ? Néan-

moins, la lutte continue !

Ambroise Roux peut et doit payer ! Les travailleurs des Câbles vaincront !

Correspondant Reims

CEM (Nancy)

La C.E.M. (Compagnie Electro-Mécanique) est une usine qui emploie 900 travailleurs. Comme le disent les ouvriers «il y a des commandes et du boulot donc le patron peut et doit payer». La grève a démarré lorsqu'ont été connues les nouvelles classifications. Le mécontentement des travailleurs est important et mercredi matin une assemblée générale décide de la grève avec piquet. Depuis celle-ci se poursuit pour exiger : «le 13^e mois, la 5^e semaine de congés payés, la modification de la classification». Des délégations dans d'autres entreprises métallurgiques de la région sont venues apporter leur soutien (Jaeger, Cora-

cier, Bouyer). La question de la nouvelle classification concerne en effet l'ensemble de la branche (classifications acceptées par F.O. et la C.G.C., refusées par la CFDT et la CGT). Jusqu'à maintenant la direction se contente de dire : «Vous reprenez le travail et on commence à discuter». Il apparaît que face à cette attitude il faut durcir le mouvement, créer un rapport de force plus important, mais jusqu'à présent la question de l'occupation a été peu discutée.

Ils ont pris contact avec la C.E.M. du Havre et de Bourg et entreront en contact avec les autres C.E.M. (Lyon...) rapidement.

Jeudi dernier, 40 000 métallurgistes de la Loire, des usines Manufrance, Saint Chamond, Marrel, Creusot-Loire, Rive de Gier, Faure Firminy, ITC... ont débrayé et plusieurs milliers d'entre eux se sont rendus en manifestation (contre les voitures) jusqu'à la Chambre Patronale de Saint Etienne, pour protester contre la nouvelle grille de classification.

A Saint Ouen, les travailleurs de l'Alsthom ont débrayé pour prendre connaissance des propositions de la direction concernant la grille des salaires.

A Renault Sandouville, les manutentionnaires sont également entrés en lutte pour la rejeter.

En Haute Savoie, ce sont les 800 ouvriers de Tissot-Dupont qui occupent depuis jeudi pour protester contre l'application de cette nouvelle grille de classifications.

A la Sev Marshall (Issy les Moulineaux), les ouvriers, à la suite de nombreux débrayages, ont obtenu un net recul de la direction : tous les OS 1 passeront OS 2 et 50 % des OS 2 passeront OS 3.

Ainsi depuis la journée d'action des métallurgistes de la Loire, de nombreuses actions sont menées dans cette branche. Une journée d'action nationale se tiendra, à l'appel des syndicats CGT et CFDT, mercredi 17 mars, pour «exiger une véritable grille nationale de classifications et de rémunérations».

POLITIQUE

En bref

Ce deuxième tour des élections cantonales a été marqué par une participation électorale plus forte dans l'ensemble (entre 3 et 4 %). Les candidats de la majorité parlementaire comptaient sur ce déplacement des abstentionnistes pour barrer la route à la gauche, dans certains cantons, c'est ce qui s'est produit notamment à Châtellerauld où Abelin a été réélu contre Mme Cresson, grâce à un nouvel apport de voix. Mais dans la plupart des cas, la plus forte participation n'a pas particulièrement favorisé une tendance plutôt qu'une autre.

Parmi les questions qui étaient posées, celle du report des voix du PS sur le candidat unique du PC ou l'inverse selon les cas, en général ce report s'est effectué dans des proportions importantes sauf exceptions (par exemple à Cambrai Ouest où les électeurs du PCF ont pour une part importante refusé leurs voix

au candidat du PS, maire de la ville, largement déconsidéré auprès des travailleurs, dans ce canton, c'est le candidat UDR qui a été élu, profitant de l'abstention des électeurs du PCF).

Le report des voix à l'intérieur de la majorité présidentielle ne s'est pas toujours effectué dans de bonnes conditions. A Troarn dans le Calvados, le candidat Républicain Indépendant n'a pas retrouvé les voix du candidat UDR alors qu'il devait logiquement l'emporter si le report des voix s'était effectué normalement, ceci a pour conséquence la victoire du candidat du PS.

Dans l'ensemble, le PS a vu se confirmer sa poussée du premier tour. La gauche gagne la majorité dans plusieurs conseils généraux parmi lesquels : le Gers, le Puy de Dôme, la Gironde, l'Isère, les Côtes du Nord, le Territoire de Belfort, la Savoie, l'Allier.

quelques résultats :

Sortants sortis : Fréville, maire de Rennes, battu par le candidat du PS. A Mauvezin, dans le Gers, de Montesquiou, conseiller sortant réformateur, battu par le candidat du PS. Soissons à Auxerre, conseiller sortant et secrétaire d'État, est battu par le candidat socialiste. Gernez, maire socialiste de Cambrai, est battu par le candidat UDR. Baur à Villers-Cotterêts, conseiller sortant président du conseil général de l'Aisne, majorité présidentielle, est battu par le candidat du PS. Alain Terrenoire, UDR, est battu à Roanne par le candidat PS. Ceux qui sont réélus : Rolland, UDR, à Moulins ; Abelin à Châtellerauld, Debré à Amboise.

Simulation électorale SOFRES-Nouvel Observateur

L'avancée du PS au premier tour des cantonales a donné des espoirs au Nouvel Observateur hebdomadaire proche de ce parti qui a confié à la SOFRES un sondage d'opinion sur les intentions de vote des Français en cas d'élections législatives. Selon ce sondage, la poussée du PS se confirme : 30 % des voix, entre 185 et 195 sièges, stagnation du PC en pourcentage : 21 % des voix, diminution du nombre de sièges : entre 53 et 63 au lieu de 73 actuellement. La «majorité» parlementaire actuelle deviendrait la minorité (entre 215 et 235 sièges).

Ce sondage montre qu'en raison de sa progression, le PS est favorisé par le mode de scrutin majoritaire, au détriment du PC. On a déjà pu constater au cours des cantonales que cette règle jouait à l'intérieur de «l'union de la gauche» au détriment du PCF dont plusieurs conseillers sortants ont été distancés au premier tour par le PS.

Intentions de vote au 1^{er} tour

PCF : 21 %
PSU et «extrême gauche» : 2 %
Parti socialiste et radicaux de gauche : 30 %
Fédération des réformateurs : 9 %
Républicains indépendants : 22 %
UDR : 16 %

Manifestation contre la pollution du canal de Bourbourg

Samedi s'est déroulée une manifestation contre la pollution causée par l'usine Lesieur à l'appel du Comité Antipollution, qui nous communique :

«Depuis maintenant plus de trois ans, la pollution du canal de Bourbourg entre l'usine Lesieur et l'écluse du Jeu de Mail a atteint un niveau insupportable. Des démarches ont déjà été faites officiellement auprès des pouvoirs publics. Ce n'est pas avant deux ans (1^{er} mars 1978) en vertu d'une prolongation de délai accordée par l'autorité préfectorale que sera mise en service la nouvelle station d'épuration des déchets imposée à l'usine Lesieur».

LES CANTONALES RESULTATS SANS SURPRISE

Les résultats, sans trop de surprise, du 2^e tour des élections cantonales ont donc confirmé ce que tout le monde savait depuis le 1^{er} tour, si ce n'est bien avant. C'est à dire : - l'érosion un peu constante depuis l'élection présidentielle de la majorité gouvernementale, qui est devenue minorité dans le corps électoral.

- La progression au sein de cette «majorité» en recul, des «Républicains Indépendants» au détriment de l'UDR.
- La progression de la «gauche» surtout matérialisée par la poussée du PS, le P«C»F ayant plutôt stagné pour sa part.

Sommairement décrits ainsi, ces résultats ne sont pas complètement vides de leçons pour les travailleurs. Non pas qu'il faille nourrir la moindre illusion sur les modifications dans la vie des masses, que le résultat désormais acquis pourrait apporter. Même si un certain nombre de conseils généraux ont basculé à gauche, ce n'est pas ce qui, fondamentalement va changer quelque chose pour les travailleurs : les départements où la «gauche» dominait déjà les conseils généraux sont là pour le montrer. Mais, parce qu'ils cliquent les nouveaux rapports de force entre les différents partis, parce qu'ils illustrent les impasses dans lesquelles sont enfermés ces partis, les résultats électoraux offrent un certain nombre de points de repère.

LE TAUX DES ABSTENTIONS

Parce qu'il est un petit peu moins élevé qu'à la dernière consultation de 70, les commentateurs traditionnels y voient un plus grand intérêt des travailleurs pour de telles élections aujourd'hui. Cette appréciation ne tient nullement compte, ni du forcing incontestablement supérieur aux autres fois, fait par les médias pour populariser ces élections, ni surtout du fait que ce taux d'abstention est très inégalement réparti et que dans certains bureaux de

vote, il a concerné non pas un électeur sur trois, mais deux électeurs sur trois, en particulier dans certains quartiers ouvriers.

L'EFFRITEMENT DES POSITIONS DE LA «MAJORITÉ»

Le gouvernement voulait faire de ce scrutin un test sur la manière de mener la bataille électorale en vue de préparer les prochaines consultations, autrement plus décisives que ces cantonales. Cette répétition a mal tourné. Les «familles» de la majorité avaient tenté de gommer leurs divergences, de présenter un visage uni et de limiter la multiplicité des candidatures dans une même circonscription. Le recul enregistré n'en est que plus frappant. Le désaveu de la politique giscardienne et de sa déma-



gogie réformiste, caractérise l'usure rapide du giscardisme au pouvoir depuis moins de deux ans : les promesses de réformes du gouvernement ont de moins en moins prise, et la politique répressive qui lui fait place révèle de manière accélérée la vraie nature de ce pouvoir.

L'IMPASSE DU P«C»F

La stagnation de ce parti illustre assez clairement cette impasse. Malgré la renonciation, maintenant formalisée à la dictature du prolétariat, malgré la tenue d'un 22^e congrès entièrement consacré à séduire les cadres, les ingénieurs, les techniciens, et à convaincre ces couches que le programme commun développerait

leurs privilèges, malgré les efforts de recrutement qu'on nous présentait comme atteignant leurs objectifs, malgré tout cela le P«C»F stagne. Et en plus maintenant il est largement dépassé par son rival socialiste contre lequel il avait vainement polémique des mois durant pour tenter de stopper sa progression. Voilà un élément supplémentaire pour convaincre les travailleurs qui s'interrogent sur la nature du P«C»F : après l'opposition aux intérêts et aux revendications des travailleurs dans de nombreuses luttes, après le renoncement explicite au concept léniniste de dictature du prolétariat, au point levé, l'impasse de la voie de l'union de la gauche apparaît plus clairement aujourd'hui. La ligne du 21^e congrès qui devait affirmer le rôle dominant

de la gauche a fait fiasco au yeux de tous, tout comme la ligne du 22^e congrès qui a simplement permis de limiter les dégâts ! Avec quels arguments le P«C»F compte-t-il convaincre les travailleurs qui demandent des comptes sur ces échecs et ces renoncements successifs. Les travailleurs qui s'interrogent peuvent aujourd'hui saisir à partir de ce faisceau de faits, la véritable nature de ce parti.

Maintenant, les partis se lancent avec entrain dans la préparation des prochaines élections (municipales de 77). Pendant ce temps, ils passent sous silence avec un bel ensemble les luttes actuelles des ouvriers de la SNAV (Lyon) de Réhaut (Fougères), de SNR (Annecy)... ou de celles des paysans du Midi viticole. C'est pourtant cela la véritable «actualité» pour les travailleurs.

LA PROGRESSION DU PS

Elle n'a rien de surprenant puisqu'il s'agit du parti charnière, c'est à dire de celui qui pourra choisir de gouverner au terme des prochaines élections législatives avec la droite ac-

Pauline Roland

Conférence de presse

Vendredi soir, s'est tenue la conférence de presse du comité de soutien aux femmes du foyer Pauline Roland. Plus de 50 personnes étaient là. Après un rappel des conditions de vie à l'intérieur du foyer fait par une fille (QdP du 11/03/76), le comité de soutien expliqua la lutte menée depuis le mois de janvier : un nombre de victoires ont déjà été obtenues : la suspension des expulsions, la réintégration d'une expulsée, le départ de la directrice ; le comité insista sur la nécessité de continuer à se battre pour la satisfaction de toutes les revendications. La mobilisation se poursuit et la lutte doit s'étendre à d'autres foyers. Cela semble tout à fait possible, les jeunes du FJT de Péan (13^e) en grève contre les augmentations de loyer étaient venus apporter leur soutien, ainsi que des travailleurs CFDT du Bureau d'Aide Sociale de Paris.

Strasbourg

Manifestation internationale à Strasbourg contre les «Berufsverbote» (cette loi qui interdit aux Allemands de travailler dans une administration, s'ils «sont contre le parlementarisme, la propriété privée» et qui vise directement les militants révolutionnaires...) En vertu de cette loi, plus de 1 000 personnes ont déjà été licenciées, 450 000 personnes ont été l'objet d'informations judiciaires ! Aujourd'hui, ce ne sont pas uniquement les intellectuels qui sont touchés, mais aussi les travailleurs. Plus de 5 000 personnes ont manifesté devant le siège du Parlement européen, (des jeunes, des vieux, des anciens résistants emprisonnés, français, belges, luxembourgeois, et surtout allemands) aux cris de «pour les anciens nazis de bonnes pensions, pour les anti-nazis la prison». Les partis révisionnistes français et allemand : qui essaient d'utiliser cette manifestation comme faire-valoir dans leur campagne sur les libertés, y parvinrent assez mal. Le peu d'enthousiasme que leur proposition de se battre pour une Europe démocratique, pour mettre fin à la répression, suscita, montra bien les limites de leur action et de leur influence sur la mobilisation des jeunes en particulier.

Correspondant Strasbourg

INTERNATIONAL

LIBAN: VERS UNE EPREUVE DE FORCE ?

La situation était hier encore confuse à Beyrouth. Samedi, en fin d'après-midi, le président Frangié affirmait qu'il se retirait de la Présidence de la République Libanaise, s'il se trouvait, au Parlement deux-tiers des députés pour exiger, par motion, sa démission. Mais lorsque ces signatures ont été réunies, dans la nuit de samedi, Frangié se ravisa alors, sous prétexte qu'aucun chef chrétien ne figurait parmi les signataires de cette motion. En conséquence de quoi, il affirmait qu'il ne quitterait pas la Présidence de la Républi-

que que «contraint et forcé», c'est-à-dire destitué.

Les partis conservateurs chrétiens eux-mêmes sont divisés. Ainsi, hier, en fin d'après-midi, la «Ligue Maronite» (organisation chrétienne) exigeait à son tour le départ de Frangié.

Dans le même temps, le général Ahdab qui a opéré, jeudi soir, une sorte de coup d'État, lançait un ultimatum au président Frangié, pour qu'il démissionne avant 17 H (heure française), délai au-delà duquel, si Frangié se main-

tenait au pouvoir, il se verrait «contraint de recourir à la force». Le matin, déjà, des rumeurs avaient couru, selon lesquelles les forces ralliées au général Ahdab auraient lancé une opération militaire sur une caserne de Beyrouth, voisine du palais présidentiel, et resté dans le camp de Frangié.

Pour sa part, Radio Beyrouth n'a cessé, tout au long de la journée d'hier, de diffuser les communiqués de ralliement au général Ahdab. Mais il semble bien que les deux-tiers des casernes aient

aujourd'hui rallié l'Armée Libanaise Arabe, formée de soldats et officiers patriotes, décidés à lutter contre l'opresseur sioniste.

La situation à Beyrouth était jugée suffisamment grave par Damas (la Syrie n'a toujours pas officiellement pris position) pour que le président syrien Assad annule le voyage qu'il devait entreprendre pour trois jours, à partir d'aujourd'hui, à Paris. Son voyage, annoncé-t-on officiellement, est reporté «à une date prochaine».

Le 14.3.76 à 19 H

PALESTINE : MOBILISATION CONTRE L'OCCUPANT

Abdel Jawad Saleh, responsable des affaires de la Palestine occupée, membre du Comité Central de l'OLP, a demandé dans une conférence de presse à toutes les organisations populaires palestiniennes et à tous les syndicats et unions du monde arabe et du monde de participer le 30 mars à la journée de solidarité avec le peuple palestinien en Palestine occupée.

Actuellement, a-t-il déclaré, l'ennemi a assassiné 4 militants prisonniers à Naplouse. Plusieurs autres ont été transférés dans 5 hôpitaux psychiatriques à la suite des tortures qu'ils ont subies. L'occupant sioniste renforce sa terreur : à Naplouse, les jeunes qui circulent dans la rue sont arrêtés, les taxes sont de plus en plus exorbitantes et les écoles sont transformées en casernes.

A Jérusalem, les écoles ont été fermées, les femmes font la grève dans la mosquée.

Plusieurs autres municipalités et d'autres villages se soulèvent. Des conseils de municipalité envisagent de démissionner, en soutien à la



Dans les régions occupées par Israël, manifestation de femmes palestiniennes.

population de Naplouse. Pour ce qui est des élections municipales du 16 avril prochain, Bassam Abou Sharif - porte parole du FPLP - a déclaré :

Le PC jordanien soutient les élections municipales en Israël et le projet d'administration locale. Or ce projet est la principale raison du soulèvement.

Abdel Jawad Saleh a aussi déclaré :

A Tel Aviv, des milliers de manifestants arabes ont défilé devant le Conseil des Ministres israéliens, protestant

contre l'expropriation de 600 hectares en Galilée. Des jeunes ont attaqué une patrouille israélienne, en leur lançant des pierres.

Selon le responsable du Comité d'Action des Etudiants Arabes, une grande manifestation se prépare à Jérusalem pour le 30 mars, ainsi qu'une grève générale à laquelle participeront tous les Arabes en Israël.

Jawad Saleh a expliqué que à Jérusalem la colonisation sioniste a chassé près de

la moitié de la population arabe de la ville : elle est passée de 140 000 personnes en 1947 à 70 000 actuellement, et 18 quartiers sont déjà réservés pour l'installation des immigrants sionistes. Actuellement, la même politique de colonisation est menée en Galilée.

Les maires de Ramallah, Bireh, Berzît, ainsi que du conseil de Berzît, condamnant la répression des manifestations de Naplouse ont donné leur démission. Les autorités israéliennes ont refusé ces démissions.

O.N.U. CONFÉRENCE SUR LE DROIT DES MERS

Aujourd'hui s'ouvre à New-York la conférence sur le «droit de la mer», qui doit aborder les questions de la protection des eaux territoriales, des zones de pêche et des droits de passage. Les précédentes sessions avaient vu la majorité des participants reprendre les thèses des pays du Tiers-Monde, sur l'extension des eaux territoriales à 12 milles des côtes, et à 200 milles pour les zones économiques exclusives. La bataille semble, toutefois, devoir se mener sur le droit de passage des navires de guerre à travers les détroits. L'URSS et les USA, une nouvelle fois unis contre le Tiers-Monde, cherchent à préserver, pour leurs marines de guerre, la «liberté de passage», cependant que le Tiers-Monde cherche à restreindre les zones maritimes où s'exercent les activités militaires des deux superpuissances.

MARCHANDAGES SUR LA POLOGNE

Dans la soirée de vendredi, le Bundesrat allemand (équivalent du Sénat) a ratifié à l'unanimité les accords entre la Pologne et la RFA. Ces accords portent sur l'octroi par l'Allemagne de l'Ouest à la Pologne d'un crédit de 1 milliard de marks à bas taux d'intérêts ; le paiement forfaitaire de 1,3 milliards de marks pour les retraites et pensions dues aux Polonais ayant travaillé en Allemagne avant et durant la deuxième guerre mondiale. En contrepartie, la Pologne s'engage à laisser partir, d'ici quatre à six ans 125 000 citoyens polonais d'origine allemande. Cet accord traduit bien la double faiblesse actuelle de Varsovie. La Pologne subit les pressions du social-impérialisme soviétique, qui l'a obligé à reconnaître, depuis 1970, l'existence de la RFA ; donc à entériner l'état actuel de division de l'Allemagne. Mais, dans le même temps, la Pologne, en pleine crise économique, subit aussi le poids de la pénétration économique de l'impérialisme ouest-allemand en Europe Orientale : la RFA concède un prêt économique à la Pologne afin de compenser la perte de main-d'œuvre que signifie, pour Varsovie, le départ de citoyens d'origine allemande. Pressions fortes au point d'obtenir de Varsovie une concession importante : Varsovie affirmait que «des autorisations de sortie peuvent être accordées», alors que Bonn voulait net à obtenir que soit affirmé officiellement que «les autorisations de sortie seront accordées». Porte laissée ouverte à un nombre supérieur de départs : la RFA estime à 280 000 les citoyens polonais d'origine allemande qui demanderaient à quitter la Pologne (au lieu de 125 000 prévus).

Cet accord est présenté comme un élément de la «détente». En fait, le peuple polonais va donc encore faire les frais de pressions de l'impérialisme soviétique et ouest-allemand.

L'Arabie Saoudite prend le contrôle de l'ARAMCO

Un accord sur la prise de contrôle par l'Arabie Saoudite de l'ARAMCO a été signé à Panama-City (FLORIDE) vendredi soir. L'ARAMCO produit à l'heure actuelle 400 millions de tonnes par an - soit plus du quart du potentiel total de l'OPEP (organisation des pays exportateurs de pétrole).

Fin 1974, le ministre saoudien du pétrole, M. Yamani, avait annoncé l'intention de son pays de récupérer ses richesses nationales. L'accord signé vendredi est un pas sur cette voie. Toutefois, les détails techniques de l'indemnisation des anciennes compagnies propriétaires de l'ARAMCO (Exxon, Texaco, Stanca et Mobil) n'ont pas été rendus publics.

en bref... en bref... en bref...

● U.R.S.S.

Aujourd'hui s'ouvre le procès d'Andrei Tverdokhlebov, fondateur du Comité pour les Droits de l'Homme en URSS et de l'association d'assistance aux prisonniers politiques et à leurs familles. Il est reproché à Andreï Tverdokhlebov d'avoir fait passer en Europe de l'ouest des informations sur la répression féroce des masses populaires et de certains intellectuels en U.R.S.S.

● U.S.A.

Les USA ont procédé hier à une nouvelle explosion nucléaire sou-

terrain dans le Néva-da. On a peu de détails sur la puissance de la bombe. Selon certaines estimations, elle serait de 500 000 à 1 million de tonnes TNT.

● AIDE AU SIONISME

Un membre du gouvernement sioniste a révélé que la France avait récemment proposé à «Israël» un contrat de vente portant sur l'installation, en Palestine occupée, d'un réacteur nucléaire de type Phénix fonctionnant à l'uranium enrichi et d'une puissance de 450 méga-

watts. Cette personnalité sioniste a ajouté que cette offre d'achat par la France avait pour but d'aider «Israël» à maintenir une supériorité militaire nucléaire sur les pays arabes.

● PORTUGAL

A la veille de la campagne électorale :

Freitas do Amaral, pour le Centre Démocratique et Social (parti d'extrême-droite), et Sa Carneiro pour le Parti Populaire Démocratique (parti de droite au gouvernement) ont déclaré, vendredi soir, que «Spínola devait rentrer

au Portugal». Dans le même temps, avec l'actuel retour en force de la réaction au Portugal, tous les militaires qui avaient participé au putsch manqué de Spínola, le 11 mars 1975, ont été libérés et leur procès jugé «affaire classée».

● CATALOGNE

Lluís Maria Xirinacs fait la grève de la faim avec deux autres militants catalans, devant la prison de Barcelone, en signe de protestation contre les assassinats de manifestants de Vitoria et Basauri.

● TIMOR

Alarico Fernandes, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité de la République Démocratique de Timor Oriental, a annoncé que les forces du Front Révolutionnaire pour l'indépendance de Timor-Est avaient récemment détruit une colonne blindée des troupes d'occupation indonésiennes, tuant 200 soldats et officiers.

● CAMBODGE

La République Populaire de Chine et le Kampuchéa Démocratique ont signé un accord de coopération

économique, entre les deux pays, pour les années à venir. C'est un des premiers accords de ce genre signé par la Révolution cambodgienne.

● CHILI

On connaît maintenant la composition du nouveau gouvernement chilien. Sur 17 ministres, on trouve deux généraux de la Garde Civile, deux généraux de la Police Militaire et huit généraux des forces armées. Pinochet avait promis un élargissement aux civils du nouveau gouvernement : ils sont neuf. Mais les postes-clé restent entre les mains de la junte militaire fasciste.

ETUDIANTS EN 76 :

NI CHÔMEURS, NI CADRES DU CAPITAL

I.N.S.A. : «ROMPRE LE CLOISONNEMENT ENTRE L'UNIVERSITÉ ET LES TRAVAILLEURS».

Depuis plus de trois semaines, les étudiants de l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon sont en grève. L'INSA, c'est une école d'ingénieurs recrutant après le bac pour cinq ans d'études. Du fait de ce recrutement qui ne passe pas par les classes préparatoires, les étudiants sont souvent d'origine plus populaire que dans les grandes écoles. C'est peut-être aussi une raison qui explique la fréquence des mouvements de grève.

La grève est partie du premier cycle,

contre la sélection (droit au redoublement une fois par cycle, équivalence avec l'université...). La grève se menant avec occupation, l'administration a fait intervenir la police, puis a fermé tous les locaux. L'occupation s'est cependant poursuivie, la grève s'est étendue à tout l'INSA, et d'autres INSA (Rennes et Toulouse) ont engagé la lutte.

Nous avons organisé une discussion avec des membres du comité de grève, sur plusieurs points. Le premier a porté sur la main-mise du patronat sur l'INSA.

a actuellement plein de statuts qui tombent sur les écoles d'ingénieurs et de techniciens qui vont dans le sens de la privatisation, du rapprochement avec le patronat régional. L'INSA est nationale comme les ENSI (Écoles Nationales Supérieures d'Ingénieurs), ENSAM (Écoles Nationales Supérieures des Arts et Métiers). Elles sont remises en cause. Le projet qui est préparé est fait non pas par l'Éducation Nationale, mais par le ministère de l'Armée, de l'Agriculture (agro.), de l'Industrie, de l'Information. Ces ministères sont dépendants du privé.

LA MAIN MISE DU PATRONAT

La réalité de cette main mise est illustrée par le nouveau directeur : Conseiller scientifique au CNPF, il vient de Pechiney Ugine Kuhlman, où il a été PDG, en 68 d'une boîte qui est rentrée parmi les premières ! Un patron de choc, pour faire cesser l'agitation à l'INSA... Il y a aussi des patrons au conseil d'administration : le directeur de Télécom Rhône Alpes, un représentant de Rhône Poulenc.

Tout ça se traduit par un remodellement régulier des départements selon les besoins économiques régionaux. Trois départements ont récemment disparus, deux ont été créés. Le département génie physique avait été créé pour le CEA, il disparaît donc aujourd'hui. Comme le secteur de la Chimie et du textile est en crise, le secteur chimie disparaît ! Par contre, les nouveaux départements créés sont dirigés vers le nucléaire. Comme par hasard, PUK y prend de gros intérêts, et le directeur en vient...

Beaucoup de départements fonctionnent par contrats. Le génie civil est ainsi devenu un vrai bureau d'étude pour le patronat, qui utilise ainsi le matériel de recherche de l'Etat à bon compte. Les agents techniques, chargés normalement d'enseigner, de préparer les manipulations, de réparer le matériel, ne sont utilisés que pour les contrats avec l'industrie ! Ça se passe très simplement pour les patrons : ils viennent voir le directeur du département qui les intéresse : « J'ai tel problème, vous pouvez me le traiter ? ».

En informatique, il y a des TP dans les boîtes elles-mêmes. Elles sont censées n'en pas tirer de profit ! Allez demander à Lafarge, Elf ou Area ce qu'ils en pensent. La répercussion sur l'enseignement peut être directe : en 5^e année informatique, une boîte de services a demandé huit postes sur les micro-processus. Ils n'étaient pas au programme. Comme il y avait besoin des huit postes en fin d'année, le programme a été abandonné, pour ne faire que des micro-processus.

Cela se traduit évidemment aussi au niveau des assistants et maîtres assistants. L'enseignement est le cadet de leurs soucis : tout ce qu'il s'agit d'obtenir, ce sont les plus gros contrats. Ce qui leur donne des revenus très confortables, pourvu qu'ils décrochent ces contrats. Pourtant, officiellement (!), on ne peut pas doubler son salaire ainsi, à l'INSA. Les agents techniques, que l'on fait en fait travailler pour les boîtes 40 h par semaine n'y gagnent pas un centime de plus. Au plus haut niveau, par contre, ils touchent énormément sur ces contrats.

TABLE RONDE AVEC DES ÉTUDIANTS DEL'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES EN GRÈVE

—Le Quotidien du Peuple : Comment les étudiants ont-ils organisé la grève ?

pour susciter le besoin de se lier avec l'extérieur. Il faut faire éclater le campus, rompre le cloisonnement entre l'université et les travailleurs.

problèmes. Il ne faut pas qu'on reste isolés. On ne pourra pas gagner à l'INSA s'il n'y a pas un mouvement aussi dans les facultés. C'est en restant seulement sur l'INSA qu'on ressent le blocage et l'isolement.

— QdP : Y a-t-il eu une remise en cause de l'enseignement ? Comment vous placez-vous par rapport à votre rôle de futur cadre-ingénieur ?

— QdP : Quelles perspectives avez-vous pour continuer la lutte ?

— R. : Il y a le Comité de grève, ouvert à tout le monde. Il prépare les assemblées Générales, essaye de synthétiser les problèmes, de donner des perspectives pour poursuivre la lutte... Il y a une commission de presse (conférence de



presse, réponse aux informations tronquées...). Il y a la commission «bouffe», chargée d'organiser les repas après la fermeture du restaurant par la direction. Cela a bien marché et ça a montré qu'on était capable de prendre en main nos problèmes, l'impact a été très positif sur le personnel. Il y a la commission qui organise l'occupation, que nous poursuivons malgré l'intervention de la police, et la commission animation, qui, au début de la grève a organisé des débats, des projections de montages sur l'école, la répression... Depuis, il y a beaucoup moins d'animation. Les idées qu'on a ont du mal à se réaliser !

— R. : Les étudiants sont bien conscients qu'ils seront les auxiliaires de la bourgeoisie. Il y a des mots d'ordre avancés «Non à l'ingénieur-flic», «on ne veut pas être les gardes-chiourmes du capitalisme». C'est ressenti brutalement mais pas tellement analysé.

— R. : On va élargir la lutte au problème des statuts. C'est contre les statuts qu'il faut se battre, pour le redoublement. En se battant contre les statuts, on se bat aussi contre l'organisation de l'enseignement technologique, l'organisation des Grandes Écoles. Il y

On a eu un débat avec des cadres CFDT avant la grève : le rôle répressif des ingénieurs n'est plus aussi direct maintenant. C'est par l'intermédiaire de la science, des calculs de rentabilité dans les bureaux de méthodes qu'ils font passer les directives du patron.

Il n'y a pas eu tellement de travail fait là-dessus pendant la grève. C'est plutôt l'enseignement qui a été remis en cause parce qu'il est sélectif. On ne veut plus travailler bêtement à ingurgiter des formules.

On s'est laissé dominer par l'organisation matérielle de la grève, sans faire de débats. En plus, on s'est laissé enfermer dans le jeu des négociations «Quoi négocier, que prendre à l'administration, etc...», on s'est isolé là-dedans.

— QdP : Ressentez-vous la nécessité d'une coordination nationale des étudiants en lutte ?

— R. : Oui, mais il ne faut pas que ces coordinations soient des magouilles d'organisations. Il faut qu'il y ait un réel travail à la base, qui n'est pas fait pour le moment. C'est vrai que sans structure nationale, on a du mal à analyser tous les

JOURNÉES D'ACTION ÉTUDIANTES A L'INSA

Jeudi soir à l'INSA avait lieu un meeting-gala de la coordination lyonnaise des étudiants en lutte (INSA, facs, I.U.T.). Dans les quartiers la population était invitée par affiches. Pourquoi à l'INSA ? C'est un point fort de la mobilisation étudiante à Lyon. La grève dure depuis cinq semaines principalement contre la sélection, malgré la répression évidente : flics sur le campus, lock out de l'école, lettres aux parents, etc... Ce meeting est déjà un élément de réponse aux problèmes qui se posaient dans le déroulement de la lutte : isolement, difficulté à ouvrir le campus sur l'extérieur. Un millier d'étudiants étaient rassemblés, des représentants de l'INSA, des IUT et du comité de grève de la faculté sont intervenus sur les luttes en cours. Le SGEN départementale et l'U.D. C.F.D.T. ont apporté leur soutien à la lutte des étudiants ; quant à la C.G.T., qui avait été aussi invitée, elle s'est contentée d'envoyer un représentant de l'U.G.I.C.T. (cadres) qui a déclaré sous les huées et les



sifflets des étudiants : «Nous avons chacun nos revendications, mon syndicat ne peut pas prendre position sur les revendications des étudiants de l'INSA» !

Suivaient trois forums : le premier sur la réforme du second cycle, l'école et ses débouchés ; le second sur la répression dans les usines, les campagnes, les casernes, à l'université ; le troisième sur les luttes ouvrières et étudiantes, c'est là que se sont posées les questions importantes pour la suite de

la lutte. Comment s'enlise la jonction des luttes des étudiants et des travailleurs ?

Au cours du débat ce sont principalement deux lignes qui se sont affrontées : «Les pouvoirs veulent aujourd'hui former des étudiants au rabais, les conditions de vie des étudiants se dégradent de plus en plus ; c'est contre ce même pouvoir que luttent aujourd'hui les travailleurs. Luttons donc chacun de notre côté sur nos propres revendications et sur nos in-

térêts puisqu'ils visent le même pouvoir, le même patronat et occupons-nous d'abord de renforcer la coordination étudiante». Voilà en substance ce que disait le représentant de l'U.E.C. de l'U.N.E.F. «Oui mais sur quels intérêts les étudiants doivent-ils se battre ? Est-ce que c'est pour avoir 4 000 F par mois et une maison de campagne comme le demande l'U.G.I.C.T. ? Est-ce que c'est avec ces revendications qu'on fera l'unité étudiants-travailleurs ? Il faut poser le problème du rôle qu'on veut nous faire jouer après dans les entreprises». C'est dès aujourd'hui sur le quartier qu'il faut voir concrètement comment on peut se rapprocher des travailleurs. Voilà la réponse de plusieurs étudiants.

Ce meeting a concrétisé la coordination des luttes des étudiants au niveau lyonnais. Il a servi à poser les premiers jalons du débat sur la liaison étudiants-travailleurs. Il faut maintenant la concrétiser.

correspondant INSA

LUTTES OUVRIERES

Thomson-Chauny 6ème semaine de grève UNE LUTTE EXEMPLAIRE

Intervenir dans les luttes des travailleurs en y réalisant des reportages photographiques au service de l'action : sur la base des documents réalisés, en discuter le sens politique, la portée, auprès des travailleurs eux-mêmes ; rédiger ensuite des textes reflétant ces luttes et soumis encore au point de vue des ouvriers concernés... tel est le processus suivi, pour l'essentiel, par les militants qui ont mis en œuvre ce reportage sur la lutte de la Thomson à Chauny. Nous le publions bien volontiers dans notre journal, dont il rejoint les conceptions et les efforts...

Ce texte relate, après une présentation de l'entreprise et des conditions dans lesquelles l'action s'est lancée, les principales phases de la lutte. On y voit particulièrement s'organiser un important soutien populaire, y compris avec les paysans et les pêcheurs de Boulogne/s/Mer... Les manœuvres de la CGC contre la lutte sont dénoncées à juste titre, ainsi que l'intervention récupératrice du P.C.F. Cependant, comme cela avait été le cas à Thermor (Orléans), le rejet des manipulations révisionnistes, de leur tentative de plaquer le Programme Commun et leur projet bourgeois de société, reste ambigu : il est nécessaire que les ouvriers refusent de se faire déposséder de leur lutte aux profits de manœuvres politiques bourgeois. Mais cela ne peut se réduire à un refus de « toute ingérence de la part des mouvements politiques ».

Il y a une politique révolutionnaire, reflétant les aspirations des travailleurs. Celle-là a toute sa place à l'entreprise ! Elle ne se reconnaît en aucun cas dans le P.C.F. ou les réformistes du PS... Cette politique prolétarienne qui répond aux intérêts de classe des ouvriers, qui les exprime, c'est, en fait, elle qui est en œuvre à Fougères ou à la Thomson !

Le lundi 2 février 1976, plus de 80% du personnel de l'usine Thomson de Chauny vote à main levée la grève avec occupation.

Dans cette petite ville de 11 000 habitants, à 40 kms de Compiègne, la colère de ce jeune prolétariat d'origine

ses travailleurs, aussi bien en 1957, qu'en 1968 (où ils furent, dans la région, les premiers à se mettre en grève et les derniers à reprendre), et qu'en 1973. Les luttes y ont toujours eu une grande spécificité : la CFDT, majoritaire à plus de 50% devant FO 30% et la CGT 20%, impulse



Au cours d'une Assemblée Générale quotidienne.

paysanne, montait depuis quelques mois. Usine de transformation du cuivre en fils de différents diamètres, Thomson Chauny, maillon de la chaîne Thomson-Brandt, groupe financier multinational, emploie 950 ouvriers, essentiellement des hommes.

Prétextant le climat de crise générale — alors qu'elle achète l'usine de MAFFIT à Macon, — la direction s'est refusée, depuis plus d'un an, à toute négociation relative aux revendications des travailleurs. La direction en a même profité pour réduire les horaires de 43 à 36 heures, pour imposer des semaines de chômage, pour supprimer des avantages acquis et pour augmenter la productivité entraînant des accidents du travail — surtout des doigts coupés — s'ajoutant à des conditions de travail très difficiles dues aux cadences rapides, la chaleur, la poussière de cuivre, le bruit).

UN PASSÉ DE LUTTES

Pourtant, l'histoire de Thomson Chauny est marquée par la détermination de

en effet un style de combat très virulent. Ainsi, le lundi 30 janvier 1976, les travailleurs exaspérés envahissent la salle de réunion où se tenait la négociation entre la direction et les représentants du personnel, laissant un délai de 48 heures à la direction pour accepter la plateforme revendicative. Face au recours du patronat à la justice de classe, condamnés à évacuer l'usine et à payer 50 F par ouvrier et par jour d'occupation, 80 travailleurs de l'usine montent à Amiens où se déroule leur procès en appel, bloquant la circulation pendant deux heures, pour enfin affronter 140 CRS, se battant avec détermination à coups de plaques d'égoûts. 8 CRS à l'hôpital et 8 ouvriers conduits au poste, menottes aux mains, tel fut le bilan de cette journée.

Au bout de quatre semaines d'un mutisme total et calculé de la direction, le 26 février dernier, 23 ouvriers de l'usine descendirent à Paris où se déroula une réunion des 13 grandes de Thomson, sur le porteur des bénéfices. Se faisant passer pour le fils d'un des PDG, un ouvrier bloque le standard et ouvre la voie à ses camarades. Perturbant la

réunion, ils séquestrent pendant 3/4 d'heure les patrons terrorisés.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DÉCIDE

Dans l'usine, seuls les travailleurs réunis tous les jours en assemblée générale, déterminent l'orientation de la lutte. Les grévistes sont organisés en diverses commissions : loisirs, sécurité, défense du « territoire », informations ; (qui tentent de briser le silence de la grande presse en général, et de la TV en particulier — la Thomson fournit en effet l'essentiel du matériel TV —)...

Réticents au début du conflit, les commerçants de Chauny contribuent au soutien en faisant des dons en nature et en espèce. De leur côté, les petits paysans apportent régulièrement des œufs, de la viande et des légumes. De nombreuses collectes ont été faites avec succès dans les 13 usines avoisinantes. A Chauny, un

les différents conflits Thomson. En s'approvisionnant en Espagne, en Hollande, en Grèce, en Belgique et... en Pologne, dans d'autres groupes industriels et financiers, elle tente de sauter un maillon de la chaîne et confirme par là même que la concurrence ne joue plus dès qu'il s'agit de mater la classe ouvrière. Elle tente de faire peur aux salariés (menace de fermeture), elle fait pression sur le pouvoir et la justice, elle tente d'acculer le personnel en le privant de son minimum vital, elle essaie par des biais détournés de diviser l'intersyndicale. Mais à Chauny, toutes ces manœuvres ont échoué. La direction tente alors une ultime diversion en essayant d'organiser, par l'intermédiaire de la CGC, les quelques « anti ». L'ensemble du personnel a en effet reçu une lettre de la CGC, l'invitant à réclamer un vote à bulletin secret, pour la reprise du travail.

LA DÉTERMINATION DES TRAVAILLEURS DE CHAUNY

Mais, rien ne brisera la détermination des travailleurs de Chauny dans leur sixième semaine de grève, décidés à refuser les quelques miettes offertes par la direction, comme le montre le dernier tract de l'intersyndicale :

« Nous accusons la direction et ses laquais de manœuvres antidémocratiques, nous accusons la direction d'atteinte à la liberté du travail depuis plus de 14 mois. Travailleurs de la Thomson, ne vous laissez pas abuser, vous n'avez rien à espérer de gens sans parole et sans honneur. Il s'est toujours trouvé dans notre pays, une poignée de traîtres. Leur faiblesse ne



Intervention d'un délégué CFDT.

quand le député du PCI Renard a voulu organiser un meeting à l'intérieur de l'usine. Conscients de l'importance de ce soutien, ils persistent néanmoins, que la véritable lutte politique est la leur.

ÉCHEC DES PRESSIONS DE LA DIRECTION

Du côté du patronat, la direction reste fidèle à la stratégie qu'elle a mise en œuvre

peut attirer de la part des camarades grévistes que haine et respect pour des gens qui ne sont plus des hommes. Refuserez de répondre à la manœuvre qui vous a été adressée. Merci à tous ceux, nombreux, qui ont compris le sens de notre lutte. Bravo à tous ceux plus nombreux qui se donnent chaque jour davantage pour vivre libre. Ensemble, travailleurs de Thomson, lors de notre prochain, nous vaincrons car notre cause est juste.



Du poisson obtenu par solidarité à Boulogne sera distribué aux familles des travailleurs en grève.

PERMALI (Nancy)

Contre la répression

Permal, c'est une boîte de panneaux de bois isolant de 400 personnes avec 250 syndiqués CFDT, de Nancy...

Depuis plusieurs mois s'y déroule une bataille quotidienne contre les mesures du patron pour faire payer sa crise aux travailleurs. Après les échecs que celui-ci a essuyés grâce à une large mobilisation des travailleurs, il entend remettre au pas les plus combattifs et particulièrement les syndicalistes révolutionnaires qui dirigent la section CFDT de Permal. C'est tout d'abord la mesure de mutation des délégués d'une machine à une autre, mesure annulée après quelques heures de grève de l'ensemble du personnel (voir QdP du 20/12/75). Puis l'institution de la « polyvalence » : au nom de ce principe on peut se retrouver dans la même journée sur plusieurs machines différentes. On voit l'intérêt que cela peut représenter pour le patron : plus d'équipe de travail ; les ouvriers deviennent étrangers les uns aux autres. C'est l'isolement, mais aussi l'augmentation des cadences ! Car en même temps, on fait passer un délégué syndical en 3 x 8 alors que celui-ci a de graves ennuis personnels. Résultats ? Il est victime d'un accident du travail et se coupe les doigts sur la machine où il travaille !

Ce nouvel accident soulève la colère des travailleurs, des débrayages, des protestations, ont lieu. Des discussions aussi se font par chantier. Ceci ne saurait être toléré par la direction et une procédure de licenciements est engagée contre un syndicaliste révolutionnaire pour « refus d'obéissance », elle affiche en même temps une lettre où elle colporte les pires ragots : l'usine serait victime d'un complot subversif qui aurait juré sa perte... En fait par cette mesure la direction voudrait décapiter la section CFDT combattive, mettre au pas les travailleurs pour faire mieux passer ses mesures de restructuration ; face à la mobilisation qui s'est opérée aussitôt malgré les tergiversations de la C.G.T. (minoritaire et implantée principalement dans la maîtrise), la direction ne parle plus que d'une mise à pied. Mais c'est la levée de toute sanction que nous devons exiger et la suppression de la polyvalence !

correspondant NANCY

21 MARS : RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

LE RASSEMBLEMENT COMMUNISTE DU 21 MARS SE PRÉPARE DANS TOUTE LA FRANCE

le Comité de Lutte d'Hérouville

Appel de la cellule du PCR(ml) de PUK Levallois aux travailleurs de PUK

Au sujet du Rassemblement du 21 mars, en tant que Comité de Lutte d'Hérouville, nous aimerions participer et nous associer avec les autres comités en envoyant quelques personnes, pour nous représenter.

Nous voudrions savoir s'il y aura une garderie d'enfants, pendant l'heure de la manifestation.

Nous serait-il possible d'avoir un peu de place pour pouvoir expliquer nos actions avec des panneaux. Jusqu'ici, nous nous sommes opposés avec succès, à une coupure de courant le 23 février chez une habitante de Montmorency, mère de 3 enfants. Nous menons actuellement une campagne contre la municipalité d'Hérouville pour le paiement des impôts locaux pour les transports gratuits, les cantines gratuites pour les chô-

meurs ainsi que des bons d'achat de 50F par semaine. Nous avons obtenu la prise en compte de 8 dossiers de personnes ne pouvant actuellement payer leurs impôts locaux. Nous demandons pour ces dossiers, l'abattement des 10%. Des dégrèvements et des délais.

Nous intervenons vendredi 13 mars 1976 à une réunion du Conseil municipal où seront discutées les mesures que le maire doit prendre en raison de plusieurs interventions sur le marché, diffusion de tracts pour faire connaître le comité de Lutte contre le Chômage.

En général, le Comité est accueilli favorablement sur le marché. Nous luttons également contre les saisies, les expulsions.

Pour le C.L.C.C. M.T.-D.

Je voudrais savoir, s'il serait possible que vous me procuriez des affiches sur le rassemblement du 21 mars, et en même temps une dizaine d'affiches sur le Quotidien du Peuple: «Lisez le Quotidien du Peuple».

Cela serait pas mal que je les reçoive très rapidement, je

suis en stage de formation d'Éducateurs, la semaine prochaine. Cela pourrait servir d'information pour tout l'Institut, qui regroupe des Éducateurs en formation, en voie directe, en cours d'emploi et des assistantes sociales.

E.P. Canteleu (76)

Suite à la demande des camarades de la fédération Nord-Pas-de-Calais, nous lançons un appel aux travailleurs de P.U.K. de Wattrelos et à tous les travailleurs de P.U.K.

Péchiney-Ugine-Kuhlmann, un des premiers trust français, met en œuvre la politique de chômage et d'austérité définie par la bourgeoisie impérialiste française. Cette politique a des conséquences graves pour tous les travailleurs de PUK.

Dans les différentes branches du trust, c'est une même politique qui est appliquée et se manifeste par :

— La liquidation de nombreux secteurs dans le cadre de la restructuration : menaces de fermetures d'ateliers à Wattrelos, du laboratoire de St Denis (région parisienne), de l'usine d'Yvours etc...

— La mise en chômage partiel de travailleurs à PCUK, Cégedur, Tréfinmétaux etc...

— Le licenciement des travailleurs de 60 ans et le blocage de l'embauche.

— Le blocage des salaires...

Cette politique a également pour conséquence une aggravation des conditions de travail des travailleurs et notamment sur les lieux de production : — C'est l'intensification des cadences conjuguée avec le chômage partiel.

— C'est le refus de PUK d'investir pour éliminer la pollution provenant de la fabrication mettant en œuvre des produits dangereux pour la santé des travailleurs et des populations environnantes des usines (exemple le fluor dans les usines d'aluminium).

C'est pourquoi la cellule de PUK Levallois appelle les travailleurs de PUK à participer au Rassemblement Communiste du PCR (ml) le dimanche 21 mars à Paris (salle de la Mutualité) afin :

— D'échanger nos réflexions sur la politique de chômage et d'austérité de PUK.

— Débattre de la riposte d'ensemble que les travailleurs de PUK doivent opposer aux patrons, et des moyens à mettre en œuvre dans nos syndicats CGT et CFDT afin de faire échec à la politique patronale.



LA VIE DU JOURNAL

FAIRE CONNAITRE
LARGEMENT LE QUOTIDIEN
DU PEUPLE

SAHARA OCCIDENTAL
LE PEUPLE ACCLAME L'INDEPENDANCE

NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
AUX CÔTES DES COMBATTANTS
DE L'INTERIEUR

cette semaine dans
**le quotidien
du peuple**

• AU CŒUR DES USINES
DES CAMPAGNES, LA PAROLE
A CEUX QUI LUTTENT

• Contre la politique de crise, la
dénonciation des plans de la bourgeoisie
et de ses alliés

• En Espagne, au Liban...

AUX CÔTES DES PEUPLES EN LUTTE

et en FEUILLETON, le témoignage historique d'Edgar Snow
ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

et la suite de notre enquête sur la France quotidienne

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

1976 - 2000 - 2000 - 2000

Chers camarades du quotidien, Nous sommes cinq camarades sympathisants du PCR et du Quotidien du Peuple, que nous achetons régulièrement depuis la parution le 29 septembre, malgré l'éloignement du point de vente.

Si nous vous écrivons, c'est pour vous dire que nous voudrions faire connaître le Quotidien, mais

que dans cette ville, il n'y a aucune affiche sur le quotidien. Nous voudrions savoir si l'on peut mettre à notre disposition des affiches pour le faire connaître.

Quand nous aurons notre paye, nous voudrions une modeste contribution afin d'aider le quotidien à se faire connaître parmi les travailleurs.

Florange

VIE QUOTIDIENNE

COMMENT NE PAS TOMBER DANS LE PIÈGE ?

Je suis ouvrier à Peugeot - St Etienne, où pendant la grève de 73, véritable guerre, on a eu à faire face aux commandos fascistes. Je ne suis plus un jeune et j'ai vu dans une vie bien des trahisons syndicales et toute la récupération, le profit que peuvent en tirer les patrons. Par exemple, l'histoire de la mensualisation. C'est scandaleux, quand on pense que ça sert au patron pour nous surveiller chez nous si on est malade ou fatigué, par l'intermédiaire de toubibs vendus à un patron.

C'était prévu par les accords sur la mensualisation, et ça, les syndicats ne s'en vantent pas et le camouflent. Les permanents syndicaux, qui nous ont vendus, eux, ne subissent pas les contrôles.

Alors, par rapport à ça, je vous pose une question à propos de la lutte pour la sécurité au travail. Bien sûr, vous dénoncez la cause principale : le profit, mais je pense qu'on risque un piège : les patrons vont dire «vous voulez la sécurité, vous l'aurez. Puisque ce sont les

fautes professionnelles la cause la plus générale des accidents, je vais nommer des chefs de sécurité qui surveilleront les ouvriers à ce sujet». Et nous voilà avec un garde-chiourme de plus ! Et les syndicats seront contents, et comme les accidents vont continuer, le patron aura un alibi supplémentaire. Comment ne pas tomber dans le piège ? J'aimerais qu'on en parle dans le Quotidien, et que des camarades qui ont des expériences à ce sujet écrivent aussi.

un vieil ouvrier de Peugeot
St Etienne

COMITE D'INFORMATION ET DE DEFENSE DES VICTIMES DE LA
REPRESSION EN TUNISIE

J. Gattegno - BP 397 - 75025 - PARIS Cedex 01

Paris le 10 mars 1976

Pour réclamer la libération des détenus politiques, l'amnistie effective des victimes de la répression et le respect des libertés démocratiques en Tunisie, notre Comité appelle à un Meeting de solidarité avec les prisonniers politiques et ce, le
17 Mars 1976 à la Mutualité - salle B à 20 h 30

Avec la participation de : CSP de l'UGET (Paris), UTIT (Union des travailleurs immigrés Tunisiens), El Amel Tounsi, El Hakika, Mouvement de l'Unité Populaire (Paris).

TELEPHONEZ AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE
208-65-61 PARIS de 9 H à 17 H

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19
CCP N° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication Y. Chevet
imprimé par IPCC - distribué par NMPP
Commission paritaire : 56 942

Je m'abonne :

NOM.....
ADRESSE.....
PROFESSION.....

1 an : 250 F
6 mois : 150 F

3 mois : 80 F
1 mois : 30 F

Envoyez au
Quotidien du Peuple
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 231 32 48 F Paris

Un récit de Sembène Ousmane: XALA

El Hadji Abdou Kader Béye, homme d'affaires dans l'import-export, mène une existence luxueuse : Mercedes, chauffeur, deux femmes ayant chacune une superbe villa... Dans l'euphorie de cette ascension sociale, il épouse une adolescente ; mais, catastrophe! C'est le «xala» (c'est-à-dire en oulof l'impuissance sexuelle temporaire). Il se livrera à mille pratiques fétichistes pour s'en délivrer. Et tout cela va l'entraîner dans une série d'échecs dans ses entreprises, jusqu'à la banqueroute finale.

Bien décevant ce dernier récit de Sembène Ousmane. Décevant surtout quand on le compare aux œuvres antérieures de cet écrivain sénégalais, et en particulier à son grand et beau livre, écrit en 57-59, «les bouts de bois de Dieu» (qui retrace une grève dure et longue menée par les cheminots africains du Dakar-Niger en 1947).

«PEAU NOIRE ET MASQUES BLANCS»

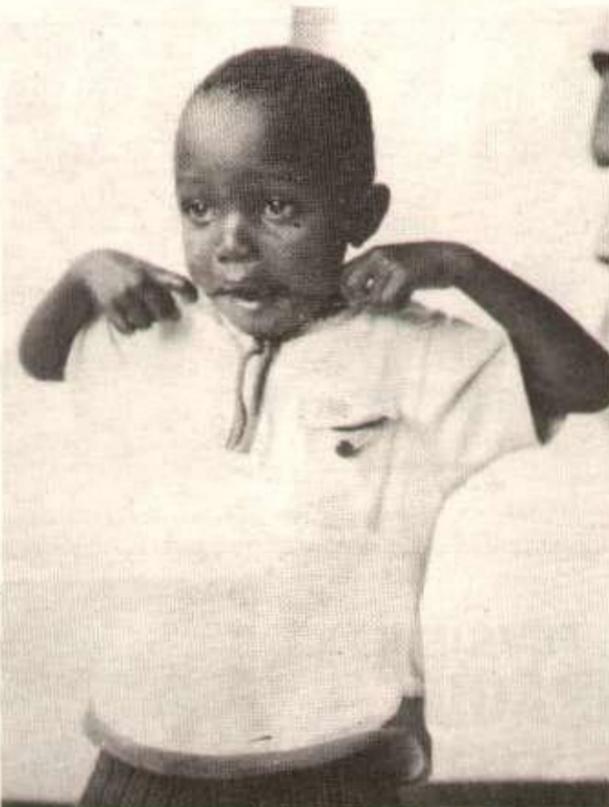
Certes, Sembène Ousmane, dans Xala, fait une satire très mordante de cette nouvelle bourgeoisie sénégalaise, qui ne cesse de singer les mœurs de l'ex-occupant français. C'est vraiment l'illustration de l'étude très juste de Frantz Fanon «Peau noire, masques blancs» montrant les ravages de l'aliénation culturelle chez les colonisés.

Ces riches bourgeois, présentés dans Xala boivent du whisky ou de l'Evian, dansent le tango et le jerk, lisent les magazines féminins ou les romans photos, écoutent la radio française, parlent évidemment le français et non pas le oulof, leur langue nationale. A travers le récit

apparaît un petit monde snob, superficiel, cancanier, avide avant tout de paraître pour écraser le voisin. En somme, une copie conforme du monde même de nos propres notables.

«PITTORESQUE DE L'HORRIBLE»

Mais ce qui manque dans Xala, ce sont les autres, les opprimés, les pressurés par cette nouvelle bourgeoisie. Quelques croquis rapides, mais surtout pittoresques, des quartiers populaires sans que l'on perçoive chez l'auteur une colère de classe devant une inégalité sociale criante. Certes, à la fin du livre, apparaissent bien quelques déchets de cette société néocoloniale, mais là encore, il s'agit plutôt d'une description pittoresque, qui en somme marginalise les opprimés : une poignée de lépreux, culs de jatte, de malades aux plaies purulentes, (peints à la manière naturaliste, c'est à dire en relevant avant tout les détails accrocheurs) prennent d'assaut la maison d'un homme riche et l'obligeant à faire amende honorable.



«CE SONT LES MASSES QUI POSSEDENT LA SOLUTION...»

Dans «les bouts de bois de Dieu» au contraire ce qui courait tout au long du livre, c'était la sympathie, l'estime, la solidarité de Sembène Ousmane avec les larges masses opprimées. Il les regarde vivre, lutter, s'exprimer ; il montre toute la richesse d'une culture africaine, complètement niée, étouffée par la colonisation, mais continuant à subsister

dans les quartiers les plus déshérités. Il montre la part active des femmes et des enfants dans la lutte, malgré certaines contraintes socio-religieuses.

A propos de Xala, Sembène dit «ce que j'ai voulu montrer, c'est que ce sont les masses qui possèdent la solution de nos problèmes. La signification de la dernière scène c'est cela : il faut cracher sur ces nouvelles bourgeoisies et les vomir.»

SEMBENE OUSMANE : «MOI, JE SUIS POUR LE SOCIALISME.»

Lors d'une récente interview, Sembène Ousmane disait : «Moi, je suis pour le socialisme, mais je sais bien que je ne vais pas provoquer un renversement du régime capitaliste avec un film, aussi progressiste soit-il. En tant qu'artiste, je ne peux que m'incorporer par ma démarche à la marche des masses populaires vers leur libération. Je ne voudrais pas donner aux spectateurs le sentiment, l'illusion, de faire la révolution par procuration, en regardant mes films. En outre, nous nous trouvons actuellement en Afrique de l'Ouest à une période de Magnation révolutionnaire : je peux inciter les masses à la révolte, les précéder d'un pas en synthétisant leurs revendications ou leurs ressentiments, mais je ne peux pas faire la révolution tout seul à leur place.»

L'inconvénient c'est qu'en déléguant la potentialité de révolte des masses à une poignée d'éclapés hauts en couleurs repoussantes, un certain esthétisme de l'horrible, gomme la signification même de la scène.

Paule SACONNET

Sembène Ousmane : Xala, édition «Présence Africaine», 20 F)

TÉLÉVISION Programme

LUNDI 15 MARS

TF1	13 h 00 - JOURNAL
	13 h 35 - Restez donc avec nous
	14 h 40 - Joseph Balsamo
	18 h 15 - A la bonne heure
	18 h 45 - Pour les jeunes
	19 h 20 - Actualités Régionales
	19 h 40 - Une minute pour les femmes
	19 h 45 - Alors, raconte
	20 h 30 - La garnison amoureuse
	22 h 50 - De tous les lieux du français
	22 h 45 - JOURNAL et fin
A2	13 h 35 - Breiz o veva
	14 h 30 - Les après-midi d'Antenne 2
	18 h 30 - JOURNAL
	18 h 40 - Le palmarès des enfants
	18 h 55 - Des chiffres et des lettres
	19 h 20 - Actualités Régionales
	19 h 45 - Y'a un truc
	20 h 00 - JOURNAL
	20 h 30 - La tête et les jambes
	21 h 45 - Portrait de l'univers
	22 h 45 - JOURNAL et fin
FR3	19 h 00 - Pour les jeunes
	19 h 20 - Actualités Régionales
	19 h 40 - Tribune libre
	19 h 55 - Flash JOURNAL
	20 h 00 - Programme Régionaux
	20 h 30 - Prestige du cinéma: Lukela main froide
	22 h 30 - JOURNAL et fin

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ :

Un des chefs de l'Armée Rouge, Hsu Hai-tong, raconte à E. Snow les crimes commis sur la population par les troupes du Kouomintang se battant dans les districts d'O-Yu-Wan, république rouge du Houpei-Anhoei-Honan.

43^e épisode :
LES CRIMES DU KOUOMINTANG

UNE CAMPAGNE D'EXTERMINATION

Il faut se rappeler que c'est maintenant un fait bien connu que dans la Cinquième Campagne contre les Rouges les officiers de Nankin donnèrent en beaucoup d'endroits l'ordre d'exterminer la population civile. C'était considéré comme une nécessité militaire car, ainsi que le généralissime * le remarqua dans un de ses discours, là où les soviets étaient installés depuis longtemps «il était impossible de distinguer un bandit rouge d'un bon citoyen». La méthode semble avoir été appliquée avec une sauvagerie particulière dans la République d'O-Yu-Wan, surtout parce que quelques-uns des généraux chargés des opérations étaient originaires de la région et fils de propriétaires qui avaient perdu leurs terres et qui par suite étaient animés d'une soif inextinguible de vengeance. A la fin de la Cinquième Campagne, la population des territoires soviétiques avait diminué d'environ 600 000 âmes.

ANÉANTISSEMENT OU DÉPORTATION

La tactique rouge reposait sur la mobilité dans un vaste territoire, et au début de chaque

«expédition exterminatrice» les forces rouges principales devaient s'écarter pour engager l'ennemi sur leur propre terrain. Elles ne possédaient pas de base stratégique importante à défendre et se déplaçaient promptement d'un endroit à l'autre pour leurrer, détourner, faire diversion et s'assurer par tous les moyens les avantages de la manœuvre. Ceci, toutefois, laissait la périphérie de leur «base humaine» très exposée. Mais dans le passé, les troupes du Kouomintang n'avaient pas tué les paysans ni les citadins qu'ils trouvaient vaquant paisiblement à leurs occupations dans les zones soviétiques qu'ils habitaient.

Pour la Cinquième Campagne, on adopta une nouvelle ligne de conduite. Au lieu d'engager l'Armée rouge en rase campagne, les troupes de Nankin s'avancèrent en unités fortement concentrées, derrière un réseau de fortifications, pénétrant pas à pas en territoire communiste, et procédèrent systématiquement à l'anéantissement ou à la déportation de l'entière population de vastes districts à l'intérieur ou à l'extérieur des limites rouges. Leur but était de transformer ces districts en un désert inhabité et qui ne serait plus en état d'entretenir les communistes si ceux-ci les réoccupaient plus tard. Nankin avait enfin pleinement compris que les seules bases rouges se trouvaient dans la population paysanne - et que ces bases devaient être détruites.

TRAFFIC D'ESCLAVES

On fit prisonniers des milliers d'enfants qui furent menés à Han-k'ow et dans d'autres villes pour être vendus en «apprentissage». Des milliers de jeunes filles et de femmes furent déportées et vendues comme esclaves, les unes dans les usines, les autres comme prostituées. Dans les villes, elles furent mises en gage comme «réfugiées de la famine» et les enfants comme «or-

phelins de parents tués par les Rouges». Je me souviens de centaines d'entre eux arrivant dans les grands centres industriels en 1934. Un trafic considérable se développa, des intermédiaires achetant les garçons et les femmes aux officiers du Kouomintang. Cela devint pour un temps un commerce profitable mais menaçait de corrompre l'armée. Les missionnaires commençaient à en parler. Tsiang Kai-chek, le général chrétien, se vit finalement obligé d'interdire strictement ces gains illicites et donna l'ordre de punir sévèrement les officiers qui se livraient au trafic.

UN VASTE DÉSERT

«En décembre 1933, dit Hsu Hai-tong, près de la moitié d'O-Yu-Wan était devenue un vaste désert. Dans ce pays qui naguère était riche, il ne restait plus debout que de rares maisons, le bétail avait été emmené, les champs étaient en friche et il y avait des piles de cadavres dans presque tous les villages occupés par les Blancs. Quatre districts du Houpei, cinq du Anhoei et trois du Honan étaient presque entièrement en ruine. Dans une zone de quelque 400 //** d'est en ouest et de 300 // du nord au sud, la population entière fut massacrée ou déportée. (...)

«En novembre 1933, nous nous étions retirés de deux districts, T'ien-t'ai-chan et Lao-kiun-chan, qui comptaient 60 000 habitants. Quand nous sommes revenus, deux mois plus tard, les paysans avaient été chassés de leurs terres, leurs maisons avaient été incendiées ou détruites par le bombardement et il n'y avait pas plus de 300 vieillards et de quelques enfants malades dans la région. Nous avons appris d'eux ce qui était arrivé.

(à suivre)

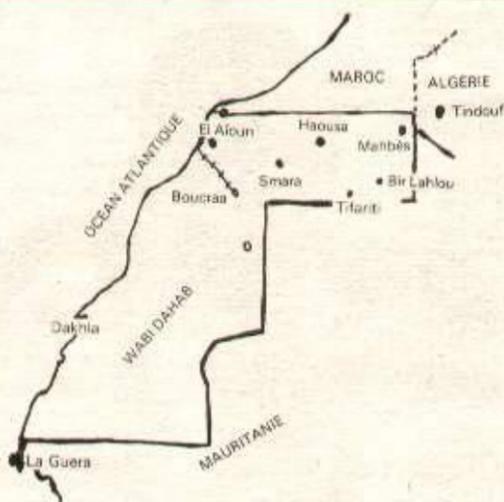
* Tsiang Kai-chek.

**1 li = environ 600 m.

LE SAHARA EST NOTRE TERRE, NOUS LA DEFENDRONS

par Grégoire CARRAT

Il y a quinze jours, la République Arabe Sahraouie était proclamée. Pendant une semaine, les fêtes de l'indépendance se sont poursuivies sans interruption dans les camps. Après un voyage à l'intérieur du pays, qui nous a conduit jusqu'à Amgalla, une des grandes zones de combat dans le Sahara Occidental entre les troupes marocaines et l'Armée Populaire Sahraouie, on comprend la détermination qui anime tout le peuple et l'a conduit à prendre en mains son destin, afin de pouvoir chasser définitivement les envahisseurs et vivre libre sur son territoire. Ce sont ces témoignages qui font l'objet du reportage dont nous entamons la publication aujourd'hui.



«Le lieu connu le plus proche est Bir Lahlou» déclare El Ouali, secrétaire général du Front Polisario. «Il est vrai que notre peuple ne vit pas dans ses maisons dont il a été chassé. Mais nos voisins ont été incapables de nous battre. C'est pourquoi ils ont essayé d'intimider notre peuple par les bombardements sauvages contre les camps.

Les armées d'invasion marocaines ne sont pas très loin de l'endroit où nous nous trouvons. Si les Marocains veulent tenter l'aventure de venir ici, qu'ils viennent.

Nous sommes prêts à continuer la guerre aussi longtemps qu'il le faudra. Il y a des enfants, des femmes, des vieux, nous aurons des enfants, nous formerons de nouveaux combattants».

Sous la vaste khaimate, en présence des membres du Conseil National Provisoire Sahraoui, El Ouali, drapé dans son burnou sombre, les yeux perçants, donne tout son sens à cette première victoire du peuple sahraoui : la République Arabe Sahraouie Démocratique c'est la nouvelle arme de combat du peuple sahraoui.

A BIR LAHLOU LE 28 FÉVRIER LE DRAPEAU SAHRAOUI MONTE VERS LE CIEL

Pour la première fois le mot d'ordre retentit sur la terre du Saguiat el Hamra et Wadi Dahab. C'est le 27 février peu avant minuit.

Dans quelques minutes Mohamed Ould Ziou président du Conseil National Provisoire et Mahfoud Laroussi, secrétaire général par intérim du F. Polisario déclencheront un tir de fusils et d'armes automatiques de toutes sortes en déclarant :

NOTRE PEUPLE PROCLAME AU MONDE ENTIER... LA NAISSANCE D'UN ETAT LIBRE, INDÉPENDANT, A LA SOUVERAINÉTÉ TOTALE AYANT UN POUVOIR NATIONAL DÉMOCRATIQUE LA RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DÉMOCRATIQUE

C'est toute l'histoire du peuple sahraoui qui trouve ici son aboutissement. Les milliers de femmes, d'enfants, de

vieillards, de soldats réunis autour de ce drapeau qui monte lentement ont souffert pour en écrire les pages les plus récentes.

Il y a près de deux mois, Mohamed Ould Ziou disait : «Nous préparons la création d'un Etat». Il y a quelques jours, il affirmait : «La recrudescence des opérations marocaines qui a construit une partie de notre peuple à se replier n'a rien changé de nos projets !»

Le roi du Maroc voulait faire taire le peuple sahraoui. Jamais il n'avait été aussi vrai, aussi déterminé. C'est sa voix qui monte dans la nuit, TAHIA JAMHOURIA ARABIA SAHRAOUIA DEMOCRATICA, la voix d'un peuple libre qui tend toutes ses forces pour reconquérir la totalité de son territoire, Le Saguiat el Hamra et Wadi Dahab de Jdiria à La Guera.

Il est minuit à Bir Lahlou. Devant la vaste khaimate, la traditionnelle tente du désert, où siège le Conseil National Provisoire, le drapeau monte lentement au mât, tandis que l'unité de l'armée sahraouie lance des salves.

TOUT NOTRE PEUPLE EST EN GUERRE

Tout autour dans un vaste carré les mots d'ordre, les chants ne cessent pas. Les youyous, le cri perçant des femmes qui marque toutes les fêtes des nomades saluent aujourd'hui la première victoire. «Tu sais, les choses ne font que commencer. Nous avons obligé les Espagnols à partir. Nous mourrons jusqu'au dernier, mais la terre du Sahara restera la nôtre».

L'Espagne officiellement n'administre plus le territoire depuis quelques minutes. Le peuple sahraoui a repris tous ses droits. Il les a conquis au cours des siècles de lutte contre les envahisseurs et les colonisateurs, les Espagnols mais aussi les Français. «C'est ceux qui nous connaissent le mieux, et ils ont appris à nous respecter», dit un membre du Conseil National Sahraoui. Aujourd'hui, le combat continue. «Ni les Français, ni les Espagnols n'ont fait autant de mal à notre peuple que les envahisseurs marocains. Va écouter les récits de ces femmes, de ces enfants même. De-

mande-leur comment ils sont venus jusqu'ici pour assister à cette grande fête. Ils te diront que leur père est mort, que leur sœur est aux mains des Marocains, qu'ils ont souffert de la soif, que leur petit frère repose dans le désert. Tu as vu les blessés, à l'hôpital. Tout notre peuple est en guerre».

Voilà la République Arabe Sahraouie Démocratique : tout le peuple qui a quitté les villes occupées par les troupes marocaines, qui s'est



replié pour échapper aux bombardements et aux ratisages.

PARTOUT L'ARMÉE SAHRAOUIE VEILLE

A l'extérieur du vaste cercle, il y a des soldats qui patrouillent l'arme à la bretelle. Quelques Land Rover tournent au ralenti à l'intérieur, des hommes, qui assurent la protection de ce vaste rassemblement. «Nous reve-

nons de Haouza. Nous avons eu beaucoup de combats là-bas. Ça continue encore. Nous sommes revenus à l'arrière pour quelques jours. Tu sais les Marocains sont bloqués là-bas. Et demain, les combattants sauront par la radio ce qui se passe ici».

LA RÉPUBLIQUE SAHRAOUIE, C'EST LE PEUPLE

Sur des Land Rover, des dizaines de jeunes, presque

des enfants se dressent, les doigts levés en V.

Al Nasr, la victoire. Les salves éclatent de tous côtés. Elles ne cessent pas jusqu'à la fin de la fête. Une femme s'avance vers un soldat, lui prend son Kalshnikov pour lancer une salve. Timidement un petit bonhomme de dix ans réclame un fusil à un milicien pour tirer, lui aussi. Les armes passent de main en main sous l'œil vigilant de leurs propriétaires. Tous vou-



lent tirer, dire leur joie avec le fusil. Le fusil symbole de leur liberté, de leur victoire : Istiqlal, l'indépendance, ils ont tout sacrifié pour elle.

Fadhel raconte : «J'ai quitté El Aïoun une semaine après l'arrivée des Marocains. Les Marocains faisaient des perquisitions sans arrêt, sur l'indication des troupes espagnoles. J'ai pris une voiture au moment de la relève de la garde et j'ai filé jusqu'à ce que je trouve les forces du Front Polisario».

Plus loin, c'est Mana, qui raconte son histoire. Elle vient d'El Aïoun. Elle a échappé à une raffle marocaine. Et Gheida qui vient de Jdiria, qu'elle a quittée une des dernières après avoir récupéré les drapeaux et les banderoles du Front. Et puis des centaines d'histoires personnelles douloureuses comme celle de Soulima dont les enfants sont entre les mains des Marocains.

Là, cette nuit, personne n'a froid. Une grande bataille a été gagnée. Le peuple sahraoui a affirmé son existence au prix des sacrifices les plus terribles. Il vient d'obliger le monde entier à le reconnaître.

LE SAHARA EST NOTRE TERRE

Labat me saisit le bras et m'embrasse, longuement. «Le Sahara est notre terre. Nous la défendons». Il vient d'El Aïoun. Il a été travailleur émigré, un peu dans tous les métiers. Il est revenu au pays après la création du Front. Et tout autour de nous l'hymne sahraoui est repris par cent, par mille bouches : «Je suis le compagnon indomptable, je verse le sang de mes ennemis. Espagnol, il n'y a pas d'abri pour toi sur ma terre. Il

n'y a pas d'abri pour les envahisseurs...»

Tous ceux qui chantent ici représentent le Sahara tout entier. Ils viennent d'El Aïoun, de Smara, de Dakhla, de la Guera. Les beaux noms des villes à reconquérir sur l'envahisseur !

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DÉMOCRATIQUE

«Nous tendons la main aux peuples frères du Maroc et de la Mauritanie»

Une semaine après la proclamation de la République Arabe Sahraouie Démocratique, le Conseil National Provisoire Sahraoui désignait le premier gouvernement sahraoui à Amgalla. Sa composition était rendue publique en même temps le 6 mars à 18 H 45 dans cinq capitales africaines : Tananarive (Madagascar), Conakry (Guinée), Tripoli (Libye), Bujumbura (Burundi), Alger. Dès sa naissance, le nouvel État se situait au cœur de l'Afrique indépendante.

Le premier ministre est Mohamed Lamine Ould Ahmed, le ministre de l'intérieur et de la justice est Mahfoud Ali Baiba. Le ministre des Affaires étrangères Hakim Ibrahim. Le ministre de la défense Ibrahim Ghali Ould Mostefa.

Il y a en outre quatre secrétaires généraux. C'est sous la tente parmi les populations repliées, parmi la population restée à l'intérieur victime des bombes marocaines, c'est sur le front avec les combattants que l'on trouve aujourd'hui les membres du gouvernement de la

Dans cette nuit du 28 février 1976, à Bir Lahlou, le peuple sahraoui a pris son destin en mains. El Ouali, Mohamed Ould Ziou et Gheida de Jdiria avaient le même but, la même joie, la même détermination : pour un Sahara libre.

République Sahraouie, dont l'histoire personnelle se confond avec l'histoire du peuple sahraoui ; depuis la création du Polisario, depuis le mouvement de Bassiri ou même depuis les années cinquante.

«En cet instant historique... nous tendons la main aux peuples frères du Maroc et de la Mauritanie, pour leur demander de soutenir notre lutte de libération et de comprendre que l'avenir est aux peuples. Nous les adjurons d'épargner le sang innocent en exigeant l'arrêt de la guerre qui nous est imposée par leurs régimes pour servir des intérêts étrangers et des ambitions personnelles...»

Nous sommes décidés à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire, quels que soient les sacrifices. Cette région ne connaîtra ni paix, ni stabilité tant que durera l'agression et tant que notre peuple n'aura pas parachevé la libération de son territoire national», affirme le texte qui présente le nouveau gouvernement.